

MATIÈRES PREMIÈRES
**L'or en petite forme,
le cacao explose,
le cuivre stable**

P 16

TRAITEMENTS INNOVANTS CONTRE LE CANCER

2 000 milliards de centimes alloués par l'Etat

Pas moins de 47 000 nouveaux cas de cancer ont été enregistrés cette année. Un chiffre qui fait froid dans le dos, nécessitant la mobilisation de moyens conséquents pour la prise en charge des cancéreux et surtout la sensibilisation sur l'importance de la détection précoce de cette maladie. Devant l'ampleur de cette pathologie, l'Etat n'a pas lésiné de mettre le paquet. Selon le ministre de la santé, Abdelhak Saihi, plus de 2000 milliards de centimes ont été alloués aux traitements innovants pour lutter contre le cancer. P 3



GRÂCE AUX PROJETS
D'EXTENSION DE TOSYALI
ET BELLARA

**La production
sidérurgique
sera diversifiée**

L'industrie sidérurgique en plein essor. De nouveaux produits, jusqu'à importés, seront produits en Algérie à partir du deuxième semestre de 2024. Une diversification de la production qui permettra de réduire la facture d'importation, en répondant aux besoins nationaux et d'aller à la conquête des parts sur les marchés étrangers. Des investissements importants ont été consentis par les deux complexes Tosyali à Oran et Bella à Jijel.

P 2

GESTION OPTIMALE
DU FONCIER AGRICOLE

**Une série de
recommandations**



Le président de l'Assemblée populaire nationale a affirmé que le foncier agricole attribué à des investisseurs qui s'avèrent incapables de l'exploiter compromet les capacités de production, induit des pertes matérielles irréparables et met en péril la souveraineté alimentaire.

P 4

ANALYSE

**7^e Sommet du GECF,
quel avenir pour le gaz ?**



Le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF) tiendra son 7^{ème} sommet en Algérie du 29 février au 02 mars 2024, dans une conjoncture énergétique mondiale marquée par autant d'incertitudes que de défis auxquels font face tous les pays, qu'ils soient producteurs, consommateurs, exportateurs, ou importateurs de ressources énergétiques fossiles.

P 5

ENICAB BISKRA

**Production
prévisionnelle de plus de
10.000 tonnes en 2024** P 2

PÉTROLE

**L'Algérie disposée
à poursuivre la baisse
de sa production au-delà du
31 mars** P 5

NOUVELLE LOI RELATIVE
AUX FORÊTS

**Capter des
investissements** P 5

ENICAB BISKRA

Production prévisionnelle
de plus de 10.000 tonnes
en 2024

L'Entreprise nationale des industries de câbles Biskra (ENICAB) prévoit la production en 2024 de plus de 10.000 tonnes de conducteurs métalliques, a indiqué jeudi son PDG, Abdelhakim Louahem. Dans une déclaration à l'APS en marge du séminaire national des distributeurs officiels de l'entreprise tenu dans un complexe touristique privé du chef-lieu de wilaya, le même responsable a affirmé que l'ENICAB, qui ambitionne d'augmenter chaque année ses capacités a réalisé, en 2023 une production de 5.400 tonnes de conducteurs métalliques (cuivre, aluminium et alliage d'aluminium et magnésium) soit 1.600 tonnes de plus qu'en 2022. L'entreprise qui produit des câbles de basse, moyenne et haute tensions ambitionne de fournir constamment un produit "remarquable en termes de qualité et de quantité", a ajouté le même responsable soulignant que l'entreprise œuvre à lancer de nouveaux produits dont des câbles pour énergie solaire pour répondre à la demande du marché local et autres produits pour l'industrie automobile.

ASSURANCES

Abdelhakim Berrah
nouveau délégué général
de l'UAR

Le président et les membres de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), ont procédé, jeudi à Alger, à l'installation officielle d'Abdelhakim Berrah en qualité de nouveau délégué général de cette instance. La cérémonie d'installation de M. Berrah, ayant succédé à Ouzzane Sid Ali, s'est déroulée au siège de l'UAR, a précisé l'union dans un communiqué. M. Berrah a occupé des postes de haute responsabilité "qui témoignent de sa compétence et de son expertise dans le domaine", est-il noté dans le communiqué ajoutant qu'avant sa nomination à la tête de l'UAR, il a exercé diverses fonctions, dont celles de cadre dirigeant à la Société algérienne des assurances (SAA) et de PDG de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX). Le nouveau délégué général de l'UAR a, en outre, occupé le poste de président de la Commission de la gouvernance financière et des politiques économiques au sein du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), ainsi que ceux de président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) et de président du Conseil scientifique de l'Institut supérieur d'assurances et de gestion (INSAG). Pour rappel, l'UAR est une association professionnelle créée en 1995 et agréée par le ministère des Finances, qui exerce son activité sur l'ensemble du territoire national. Elle regroupe les compagnies d'assurance et de réassurance ainsi que les succursales de sociétés étrangères pratiquant l'assurance et la réassurance, tout statut juridique confondu.

GRÂCE AUX PROJETS D'EXTENSION DE TOSYALI ET BELLARA

La production sidérurgique sera diversifiée

L'industrie sidérurgique en plein essor. De nouveaux produits, jusqu'à importés, seront produits en Algérie à partir du deuxième semestre de 2024. Une diversification de la production qui permettra de réduire la facture d'importation, en répondant aux besoins nationaux et d'aller à la conquête des parts sur les marchés étrangers. Des investissements importants ont été consentis par les deux complexes Tosyali à Oran et Bella à Jijel.

Par Slimane T

«Le complexe de Tosyali à Oran sera opérationnel au deuxième semestre pour la production de fer plat destiné notamment aux industries de l'emballage, de l'automobile et de l'électroménager, couvrant ainsi 80% des besoins du marché national de ce type de produit, avant que le complexe de Bellara à Jijel ne le rejoigne au premier semestre de 2025 pour produire ce type de fer», a précisé le ministre de l'Industrie et la Production pharmaceutique, Ali Aoun, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation. Une étude de faisabilité est actuellement en cours pour étendre le projet du complexe de Bellara afin d'augmenter sa capacité de production à 4 millions de tonnes par an, en diversifiant les produits, notamment le fer plat, selon la réponse du ministre à la question du membre du Conseil de la nation, Fouad Sbouta (FLN), sur les investissements du complexe sidérurgique. Le complexe de Bellara, fruit d'un partenariat algéro-qatari, est l'un des plus grands complexes industriels en Algérie et en Afrique dans la pro-



duction de fer à béton, de bobines de fil d'acier et de moules en fer, selon M. Aoun. Le complexe es entré en phase d'exploitation avec une capacité de production de 2,5 millions de tonnes/an dans une première étape, avec 1.380 postes d'emploi directs et 5.000 postes indirects. Qualifiant la performance du complexe de bonne, le ministre a souligné que ses capacités de production étaient estimées en 2023 à plus de 1,6 million de tonnes avec une valeur à l'exportation de plus de 400 millions de dollars. Il est à rappeler que la filière fer

et acier «a pu produire 3,5 millions de tonnes de ce matériau, soit 10,8% de la production des pays arabes, et exporter près de 500.000 tonnes de fer, d'acier, de béton, de fils de machine et de fer plat en 2022». Rien qu'en 2021, la production a augmenté de 16,4%. Concernant la problématique liée à la hausse des prix de certains produits sidérurgiques, le ministre a souligné qu'elle était due à une mauvaise distribution, affirmant que toutes les procédures nécessaires ont été prises pour remédier à cette situation.

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

L'importance de maîtriser les techniques d'exportation soulignée

Les intervenants au cours du séminaire régional d'information sur "le commerce et la promotion des exportations", organisé jeudi à Sétif, ont mis l'accent sur "l'importance de maîtriser les techniques d'exportation pour maintenir la courbe ascendante enregistrée dans ce domaine". "La maîtrise par les opérateurs économiques des techniques et procédures d'exportation favorisera la consolidation de la courbe ascendante des exportations hors hydrocarbures de ces dernières années", ont affirmé les intervenants durant la rencontre initiée par la direction régionale et de wilaya du commerce et de la promo-

tion des exportations et la chambre du commerce et d'industrie El Hidab. «La participation des opérateurs à pareilles manifestations, rencontres et salons locaux et internationaux leur permettra de mieux connaître ces techniques et de bénéficier de la formation dans ce domaine», a indiqué Lakhdar Tréa, directeur régional du commerce de la région de Sétif. Il a relevé que la rencontre a connu la participation de représentants des directions régionales de commerces des régions d'Annaba, de Batna et de Sétif, de la banque d'Algérie, de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur, de la compagnie algérienne

d'assurance et de garantie des exportations, la chambre algérienne du commerce et de l'industrie et des directeurs du commerce de 18 wilayas de l'Est du pays. L'objectif de la rencontre est d'écouter les préoccupations des opérateurs économiques dans le domaine de l'exportation et de présenter les facilités, avantages et allègement des procédures administratives. Trois communications ont été présentées à l'occasion sur l'aide de l'Etat à l'exportation, l'accompagnement de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur et les facilités douanières à l'exportation.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

TRAITEMENTS INNOVANTS CONTRE LE CANCER

2 000 milliards de centimes
alloués par l’Etat

Pas moins de 47 000 nouveaux cas de cancer ont été enregistrés cette année. Un chiffre qui fait froid dans le dos, nécessitant la mobilisation de moyens conséquents pour la prise en charge des cancéreux et surtout la sensibilisation sur l’importance de la détection précoce de cette maladie.

Par Sirine R

Devant l’ampleur de cette pathologie, l’Etat n’a pas lésiné de mettre le paquet. Selon le ministre de la santé, Abdelhak Saihi, plus de 2000 milliards de centimes ont été alloués aux traitements innovants pour lutter contre le cancer. Un montant qui témoigne sur l’intérêt qu’accordent les pouvoirs publics pour la prise en charge des malades, d’autant plus que les soins sont dispensés gratuitement aux hôpitaux et centres anti-cancer. S’y ajoute l’achat de médicaments au niveau des pharmacies centrales et des hôpitaux et qui constitue plus de 47% du budget alloué. Supervisant l’inauguration de la 7e édition du Salon d’information sur le cancer, le ministre de la Santé a révélé qu’un certain nombre de patients se rétablissent après avoir suivi un traitement. Dans son allocution, le ministre a estimé nécessaire de travailler côte à côte pour lutter contre le cancer », soulignant la nécessité de s’appuyer sur un travail de proximité et participatif avec de nombreux secteurs pour la sensibilisation et la prévention. Le mode de vie, le manque d’activité sportive, le manque de sensibilisation, ainsi que l’obésité et les aliments nocifs sont parmi les causes principales du cancer. Donc, un grand travail de sensibilisation est plus que nécessaire pour réduire le nombre de cas de cette pathologie, dont la prise en charge des malades revient à l’Etat. L’Algérie dispose actuel-

lement de « 21 centres de traitement du cancer » en attendant la réception prochainement de deux nouveaux centres implantés respectivement à Djelfa et à Chlef, annonce le ministre. Le but étant, selon le ministre, de rapprocher le malade des spécialistes, garantir l’accessibilité aux soins, mais surtout rapprocher les délais des rendez-vous qui étaient éloignés. «Des salles de soins ont été transformées pour renforcer le dépistage précoce, et de nouveaux services ont été créés dans des hôpitaux», précise Saihi. Mais pour le ministre, il faut lutter aussi contre les facteurs favorisant cette maladie, à l’exemple de la sédentarité, l’obésité et la mauvaise alimentation. «L’Etat veille à mettre sur le marché des produits de consommation avec des normes internationales, dont les boissons et certains aliments sucrés», affirme-t-il. Car selon lui, il faut imposer certaines normes, même si les études épidémiologiques montrent que le taux de patients atteints de cancer en Algérie est inférieur à celui enregistré dans d’autres pays. «Le citoyen algérien a pris conscience des dangers de cette maladie et a amélioré sa qualité de vie, en consommant sainement et en pratiquant du sport qui reste fondamental notamment dans les écoles», note le ministre. Pour lui, la loi de la prévention va renforcer le travail collectif et contribuer massivement à réduire le nombre de cas de cancer. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait annoncé en novembre 2023

que «le Fonds national de lutte contre le cancer bénéficiera de 30 milliards DA à partir de 2024 dans le cadre de la consolidation annuelle de ses ressources, en plus des autres affectations au titre du budget de l’Etat». Cette démarche permettra la réalisation de projets essentiels dans « les plus brefs délais » en faveur des «catégories les plus touchées» par cette maladie, a-t-il dit. Dans ce cadre, le Président Tebboune avait annoncé la «mise en place d’un vaste plan qui permettra, dans un premier temps, à plus de 2,2 millions de femmes âgées entre 40 et 45 ans de bénéficier d’un dépistage du cancer du sein», ajoutant que ces efforts se poursuivront au cours des trois prochaines années pour l’étendre aux autres tranches d’âge, d’autant que ce type de cancer est «le plus fréquent». Cette stratégie, a-t-il expliqué, vise à en finir "définitivement" avec la pénurie et le manque de médicaments destinés à cette catégorie, ajoutant qu’un «système numérique sera mis en place pour définir les besoins en matière de médicaments et assurer une bonne distribution grâce à toutes les facilités prévues». La 7e édition du Salon d’information sur le cancer se poursuivra à la Safex jusqu’au 5 février courant. Afin de lutter contre cette maladie, il sera procédé, lors de ce salon, à la définition des caractéristiques épidémiologiques du cancer en Algérie, ainsi que les facteurs de risque, basés sur les résultats du Réseau national des registres de cancer pour l’année 2020 publiés en 2023.

PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Des laboratoires étrangers s’acharnent
contre «le made in algeria»

Le ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé, jeudi à Alger, que les médicaments fabriqués en Algérie, notamment les génériques, étaient de très haute qualité, d’où cette « campagne acharnée orchestrée par certains laboratoires étrangers ». « Nous faisons face à une campagne acharnée orchestrée par certains laboratoires étrangers ciblant les médicaments localement fabriqués, notamment au vu du taux de couverture recrudescant des besoins du marché local des médicaments qui est de 72% », a fait savoir M. Aoun lors d’une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, plaidant pour une « la conjugaison de tous les efforts pour contrer cette campagne et permettre au secteur de la production pharmaceutique en Algérie de poursuivre son développement et ses progrès ». Et d’ajouter: « le secteur de la production pharmaceutique s’emploie actuellement à garantir des médicaments de qualité à un prix réduit pour préserver le pouvoir d’achat », affirmant que « tous les médicaments fabriqués en Algérie, notamment les génériques, sont des médicaments de très haute qualité à des prix raisonnables, ce qui justifie le recours de certains laboratoires étrangers à lancer une campagne

acharnée contre ces produits ». Cette campagne, « qui a été lancée il y a deux mois », a également été nourrie par l’affluence des citoyens sur les médicaments produits localement, entraînant ainsi « l’augmentation du chiffre d’affaire des laboratoires locaux contre une baisse de celui des laboratoires étrangers ». Répondant à la question d’un membre du Conseil de la nation relative « aux mesures prises par le ministère en ce qui concerne la qualité des médicaments fabriqués localement », M. Aoun a expliqué que la commercialisation de tout médicament en Algérie se faisait « après son enregistrement par l’Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), étant l’organisme légalement habilité à effectuer le contrôle et l’expertise des médicaments et des produits pharmaceutiques avant leur approbation ». Le ministre a souligné, dans ce sens, que la production de médicaments ne pouvait être assurée que par des établissements pharmaceutiques agréés par les services du ministère, conformément aux bonnes pratiques de fabrication et aux normes internationales en vigueur. M. Aoun a rappelé que l’enregistrement de tout médicament auprès de l’ANPP passe par plusieurs étapes, dont l’évaluation des différents éléments du dossier pharmaceutique, partant des matières premières

jusqu’au produit final, ainsi que l’approbation par le laboratoire de contrôle de la qualité relevant de l’établissement pharmaceutique fabricant. Les étapes d’enregistrement du médicament comprennent également le contrôle de la qualité du produit final sur le site de l’établissement pharmaceutique avec l’élaboration d’un certificat de conformité avant que le comité d’enregistrement des produits pharmaceutiques ne donne son avis sur le dossier d’enregistrement, et enfin l’élaboration de la décision d’enregistrement. « L’Algérie est l’un des pays qui exercent un contrôle strict sur la qualité des médicaments fabriqués localement », en témoignent les procédures et les étapes suivies, a-t-il soutenu. Par conséquent, « il n’est en aucun cas permis de commercialiser des médicaments qui ne répondent pas aux exigences de qualité, d’efficacité et de sécurité », a-t-il ajouté. En ce qui concerne la contrebande de certains médicaments vers certains pays voisins, le ministre a expliqué que « ce phénomène existait depuis un an, mais actuellement, il existe des accords entre l’Algérie et ces pays permettant d’offrir certains médicaments en tant que dons, notamment au Niger ».

R E.

PÉTROLE

L’Algérie disposée à
poursuivre la baisse de
sa production au-delà
du 31 mars

L’Algérie est prête à poursuivre la baisse de sa production pétrolière au-delà du 31 mars prochain, en concertation avec les autres pays de l’Opep+, afin de faire face aux évolutions du marché international, a indiqué jeudi le ministère de l’Energie et des Mines dans un communiqué. "Au-delà du 31 mars 2024 et en concertation avec ses partenaires de la Déclaration de Coopération (DoC), l’Algérie est disposée à tout moment à poursuivre l’effort additionnel et à prendre les dispositions nécessaires supplémentaires si les conditions du marché pétrolier le réclament", est-il indiqué dans le communiqué. L’Algérie avait procédé volontairement à une réduction additionnelle de sa production de 51.000 barils par jour, à partir du 1er janvier 2024, pour une période initiale de trois mois, et ce, conformément à l’engagement pris le 30 novembre 2023. "La mise en oeuvre de cette décision témoigne de l’engagement continu de l’Algérie envers la stabilité et l’équilibre du marché pétrolier mondial", souligne le ministère.

ENERGIE

Arkab reçoit le
président d’Eti Bakir
filiale du Holding turc
«Cengiz»

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, jeudi à Alger, le président d’Eti Bakir" filiale du Holding turc "Cengiz", Seref Cengiz, avec qui il a passé en revue les voies de coopération bilatérale dans les domaines de l’énergie et des mines, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s’est déroulée en présence de cadres des deux parties au siège du ministère, a porté sur les relations de coopération algéro-turques dans les domaines de l’énergie et des mines, ainsi que les opportunités de travail et d’investissement entre les entreprises du secteur et les filiales relevant du Holding turc, notamment en termes d’infrastructures industrielles énergétiques et minières et des énergies renouvelables (EnR), note le communiqué. A cette occasion, le ministre a présenté la stratégie du développement du secteur reposant sur les investissements dans différents domaines à l’instar des EnR et des nouvelles énergies, mettant en avant les importantes opportunités d’investissement et de coopération en Algérie en matière de recherche, d’exploration, d’exploitation et de transformation des ressources minières ferreuses et non ferreuses. Cette stratégie intervient, selon le ministre "dans le cadre d’un climat d’investissement idoine assuré par la nouvelle loi sur l’investissement, outre les bonnes relations établies entre les entreprises du secteur et les sociétés turques dans ce domaine", selon la même source. De son côté, M. Cengiz a affirmé le grand intérêt accordé par le Holding et ses filiales à l’investissement en Algérie, notamment en matière d’exploitation et de transformation des ressources minières, les EnR, la réalisation des infrastructures et la fabrication locale du matériel à travers des projets de partenariat mutuellement bénéfiques. Dans ce cadre, des cadres du secteur minier ont tenu une première rencontre avec les responsables du Holding "Cengiz", en vue d’approfondir les concertations et définir des projets concrets en matière d’exploitation minière, conclut le communiqué.

SALON CES 2024

LG Electronics
déroche plus
de 200 prix

Lors du CES ® de cette année , LG Electronics (LG) a reçu plus de 200 prix et reconnaissances pour un large éventail d'innovations et de technologies dans les catégories de l'électroménager, du divertissement à domicile et du B2B. Le LG SIGNATURE OLED T – le premier téléviseur transparent sans fil 4K au monde – a ouvert la voie avec d'innombrables distinctions en tant que meilleur téléviseur ou meilleur spectacle décerné par un large éventail de médias. Forte de la réputation de LG en tant que leader mondial de la technologie OLED, la société continue d'affirmer sa domination au CES, remportant les plus grands prix et distinctions de l'industrie pour sa dernière gamme de téléviseurs OLED, notamment le LG SIGNATURE OLED T susmentionné et les LG OLED evo M4, G4. et téléviseurs C4. Utilisant la technologie sans fil introduite dans le téléviseur M3 de l'année dernière, le LG SIGNATURE OLED T de 77 pouces de LG est considéré comme la prochaine étape dans l'évolution de la technologie des téléviseurs OLED et a été honoré par des publications technologiques majeures, notamment CNET, Digital Trends, TechRadar, Tom's Guide, Forbes. , The Verge, Wi-recutter, PCMag et Mashable.

HAYAT ALGÉRIE À
ALGERHYGIÈNE

Un engagement
continu envers
la qualité et
l'Innovation

Hayat DHC Algérie, filiale de Hayat, spécialisée dans les produits détergents ainsi que les produits d'hygiène féminine et pour bébé, participe à la première édition du Salon international des solutions d'hygiène en Algérie (Algerhygiène), du 1er au 4 février 2024 au pavillon Saoura du Palais des expositions SAFEX, Pins maritimes - Alger. La présence de Hayat DHC Algérie à ce salon s'inscrit dans une volonté affirmée de renforcer la proximité avec les consommateurs algériens et de confirmer son engagement continu envers l'amélioration constante de la qualité. Alignée sur le thème du salon, "maintenir la propreté pour assurer la bonne santé", cette première édition se présente comme le "carrefour de la propreté", offrant une opportunité idéale pour promouvoir les produits de Hayat DHC Algérie. Cette participation vise à démontrer l'engagement de l'entreprise envers l'excellence en matière d'hygiène, en présentant ses dernières innovations et renforcer sa position de leader sur le marché algérien. Déterminée à continuer d'innover et d'offrir les meilleurs produits aux foyers algériens, Hayat Algérie considère le salon Algerhygiène comme un lieu d'échanges important.

GESTION OPTIMALE DU FONCIER AGRICOLE

Une série de recommandations

Le président de l'Assemblée populaire nationale a affirmé que le foncier agricole attribué à des investisseurs qui s'avèrent incapables de l'exploiter compromet les capacités de production, induit des pertes matérielles irréparables et met en péril la souveraineté alimentaire.

Synthèse de Reda Hadi

Celui-ci qui s'exprimait, lors d'une journée parlementaire organisée sous le thème «Foncier agricole, une approche réaliste du principe de la terre à ceux qui la travaillent, a souligné la nécessité de préserver et de protéger le foncier agricole et de réfléchir à toutes les manières possibles de préserver ce précieux portefeuille.

«La dépendance vis-à-vis des importations alimentaires reste un problème», et «le plus grave est qu'elle compromet la souveraineté alimentaire», a-t-il dit, soulignant que ces terres agricoles sont une ressource de production et un «dépôt stratégique» pour la «nourriture des Algériens», d'où la nécessité de les préserver et les protéger, par toutes les voies possibles» contre toute forme de «dégradation ou de gaspillage». De surcroît, le président de l'APN a souligné que la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires reste un problème, et «le plus grave est qu'elle compromet la souveraineté alimentaire».

Le directeur de l'organisation foncière et de la mise en valeur des terres au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a fait état de «plus de 291.000 concessionnaires ayant reçu des mises en demeure en raison de 23.797 cas de manquement à leurs obligations», conformément à la loi N°10-03 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat. Dans ce cadre, l'ONTA a enregistré plus de 9.000 concessionnaires ayant manqué à leurs engagements en louant, en abandonnant ou encore en changeant de destination, donnant lieu à l'enregistrement de 3.665 infractions. Selon lui, plus de 20.000 concessionnaires sont concernés par le non-paiement de re-

devances, outre le transfert de 1.566 au domaine de l'Etat pour annulation et octroi de 788 contrats. A ce sujet, durant cette journée, il a été dit que qu'outre la régularisation de la situation des exploitants sans titres, où, dans le cadre de la loi 10-03, plus de 31.000 ha ont été récupérés, et plus de 24.000 ont été recensés dans le cadre des procédures de récupération, avec près de 19.000 ha proposés à l'annulation. Concernant l'assainissement dans le cadre de la concession, depuis 1997 jusqu'à ce jour, plus de 853.000 ha ont été récupérés avec plus de 116 ha proposés pour la récupération. Pour le processus de la sortie de l'indivision, le nombre des dossiers concernés est de 473 pour une superficie de 8.366 ha. S'agissant du suivi du classement des terres agricoles, 78.221 décisions de classement ont été élaborées à travers 89.000 exploitations, tous programmes confondus.

Ce que préconisent des experts

Durant cette journée, des recommandations ont porté sur le règlement des différentes situations juridiques des terres, la protection du foncier et l'amélioration de sa gestion à travers la numérisation. A cet effet, les experts participant à cette rencontre ont préconisé de « revoir la situation juridique des terres Arch » et d'engager une réflexion sur l'élaboration d'une loi sur les steppes et les pâturages dans les régions des hauts plateaux, conformément aux exigences du développement des parcours steppiques. Ils ont appelé également à la prolongation des délais de dépôt des dossiers des terres relevant du domaine de l'Etat exploitées sans titres (décret interministériel N 750) et à la révision des modalités de confirmation de la non exploitation des terres agricoles, en sus du travail et des missions de la com-

mission de wilaya ad-hoc. L'accent a également été mis sur la nécessité d'unifier les modalités d'exploitation des terres agricoles wakfs via la location, en prenant en considération la formule « aparceria » et « musaqat » et le contrat de monopole, avec l'obligation d'émettre un cahier des charges type, consacré aux exploitations agricoles collectives et individuelles récupérées des terres wakfs. Les recommandations ont également porté sur « la révision des lois relatives à l'orientation agricole et aux modalités d'exploitation des terres agricoles, compte tenu des changements économiques et de l'approche d'investissement du secteur économique », ainsi que « l'activation des dispositions de cession du droit de concession entre l'investisseur concessionnaire et autrui », outre la révision des clauses et conditions des contrats de partenariat agricole. Il a également été proposé de réviser plusieurs textes tels que le décret exécutif définissant les activités agricoles et fixant les conditions de reconnaissance de la qualité d'agriculteur, et ce à travers la facilitation des procédures d'octroi de la carte d'agriculteur au partenaire des contrats de partenariat agricole, ainsi que la révision du décret exécutif relatif aux fermes pilotes. De surcroît, il a été recommandé la révision du décret exécutif relatif aux coopératives des terres agricoles, « afin de préserver les grandes assiettes foncières », outre la mise en place d'un cadre juridique conférant les prérogatives légales aux agents de l'Etat chargés de l'agriculture, dans le but de préserver la vocation agricole des terres. Ils ont également souligné la nécessité de revoir les textes réglementaires de l'Office de Développement de l'Agriculture industrielle en terres Sahariennes (ODAS), et de le renforcer avec les moyens matériels nécessaires pour accomplir ses missions

NOUVELLE LOI RELATIVE AUX FORÊTS

Capter des investissements

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a souligné, jeudi à Sidi Bel Abbes, que la nouvelle loi relative aux forêts et au patrimoine forestier «ouvre l'investissement dans le domaine sylvicole, selon une orientation garantissant sa protection et sa préservation».

M. Cherfa a déclaré, lors de sa visite de travail dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, que la «nouvelle loi relative aux forêts et au patrimoine forestier ouvre la voie à l'investissement dans ce domaine, selon une orientation garantissant sa préservation et sa protection, et constitue une valeur ajoutée à même d'offrir des opportunités d'emplois et à valoriser la production sylvicole, faisant état de la promulgation, dans les prochains jours, de décrets exécutifs devant accompagner la mise en œuvre de cette nouvelle loi».

Le ministre a appelé, lors de la présentation d'un exposé sur les secteurs de l'agriculture et des forêts au niveau de l'Institut national technologique spécialisé dans l'élevage et la

santé animale, à la nécessité «d'activer sur le terrain cette nouvelle loi et à éviter que l'ouverture à l'investissement du patrimoine forestier ne reste une décision à caractère purement administratif».

Il a ajouté que les démarches devant être entreprises dans le cadre de ce nouvel instrument juridique doivent viser à capter les investissements dans ce créneau d'activités et ce, a-t-il soutenu, par l'intensification des campagnes de sensibilisation devant être menées en coordination avec les associations dont les activités sont en lien avec le secteur des Forêts.

M. Cherfa a, d'autre part, fait état de l'inscription, au courant de cette année, d'un programme portant sur l'ouverture et l'aménagement de pistes sylvicoles et la réhabilitation des postes de vigie.

Il a affirmé que le programme «qui jouit d'un intérêt particulier et dont la mise en œuvre sera assurée en coordination avec les walis, à travers le suivi particulier de son exécution, devra être achevé avant le mois de juillet prochain».

Le ministre de l'Agriculture a rappelé l'importance de l'opération de recensement lancée au courant de cette année, qui permettra, a-t-il dit, «d'identifier de manière précise le potentiel que recèle le secteur de l'Agriculture et de refléter son image réelle, ajoutant que l'opération en question devra permettre de mettre en œuvre des programmes de développement adaptés aux potentialités réelles du secteur».

M. Cherfa a déclaré dans ce contexte que «nous attendons beaucoup de ce recensement dont la réussite nécessite la mobilisation de tous», ajoutant que, «l'Etat accorde un intérêt particulier à cette opération pour atteindre des niveaux de production allant dans le sens de la stratégie de la sécurité alimentaire du pays».

A cette occasion, il a appelé à l'extension des surfaces agricoles irriguées et à étendre également les terres agricoles devant être destinées au développement de la culture des légumineuses.

Synthèse R E.

7E SOMMET DU GECF

Quel avenir pour le gaz ?

Le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF) tiendra son 7e sommet en Algérie du 29 février au 02 mars 2024, dans une conjoncture énergétique mondiale marquée par autant d'incertitudes que de défis auxquels font face tous les pays, qu'ils soient producteurs, consommateurs, exportateurs, ou importateurs de ressources énergétiques fossiles.

1^{ère} partie

Par A M

Ce sommet se tient à peine 3 mois après la COP 28 au cours de laquelle les énergies fossiles ont fait face à une véritable levée de boucliers, alors qu'une année auparavant la COP 27 avait plutôt considéré le gaz comme étant une source d'énergie « relativement propre ». L'accélération de la mutation de la scène énergétique, due à la superposition des différentes crises et troubles géopolitiques qui ont suivi la crise sanitaire du COVID 19, a de son côté entraîné des modifications importantes des stratégies en matière de sécurité et de transition énergétique. La scène énergétique n'a jamais été caractérisée par autant d'incertitudes qui ont à leur tour impacté tous les marchés de l'énergie, ainsi que les corridors des échanges de ressources énergétiques dans le monde, et qui sont en train d'être complètement modifiés par les cinq facteurs majeurs suivants :

- La crise énergétique née en 2021, tout juste après la reprise économique post COVID et aggravée par la guerre russo-ukrainienne, et bien d'autres conflits autour des principales zones productrices d'hydrocarbures (Moyen orient et Afrique).
- Les préoccupations en matière de sécurité et d'indépendance énergétique, et les stratégies de transition énergétique mises en œuvre par les pays importateurs d'hydrocarbures, et plus particulièrement de gaz naturel.
- Les préoccupations relatives aux impacts du dérèglement climatique et les confrontations vécues au cours de la COP 28 suivies d'un accord laissant toutes les parties face à face, bien que la formulation adoptée dans la déclaration finale signifie tout juste que « la responsabilité de l'abandon des énergies fossiles est placée au niveau de la demande plutôt que la production ». Mais une possible reprise de la bataille pourrait se reproduire autour des énergies fossiles lors de la future COP 29.
- Les préoccupations des pays exportateurs d'hydrocarbures dont l'économie en dépend largement, face à une évolution de la demande qui est incertaine, un pic probable de la demande comme le prévoit l'AIE, du moins pour le pétrole, et par conséquent un marché instable, même si celui du pétrole semble être parti pour une fourchette de 75 à 85 \$/baril sur le moyen terme (selon HSBC).
- Et enfin les enjeux géopolitiques qui découlent de ces quatre premiers facteurs, liés aussi bien au contrôle des ressources que des échanges, particulièrement en ce qui concerne le gaz naturel, dont le rôle en matière d'accompagnement des ENR et de la transition énergétique est capital. Le facteur énergie est plus que jamais à la base de tous les enjeux aussi bien politiques qu'économiques, et par conséquent au cœur de toutes les politiques et stratégies mises en œuvre aussi bien par les pays, que les alliances de ce monde : G7, G20, BRICS, OPEP, OPEP+, etc...

Est-ce que le GECF va lui aussi entrer dans « l'arène » d'une façon ou d'une autre par rapport à son poids, sa composante, et

les préoccupations de cette dernière ? C'est ce qui donne de l'importance à son futur sommet qui va se dérouler dans une conjoncture où :

- La sécurité et l'indépendance énergétique sont des préoccupations majeures.
- Le gaz naturel est une « ressource abondante, propre et fiable, mais irrégulièrement répartie au plan géographique », et par conséquent très convoité pour accompagner la transition énergétique.
- Les corridors des échanges sont en train d'être modifiés, notamment grâce à la croissance actuelle et prévue des volumes de GNL qui arrivent sur le marché, et dont les prix spot très variables inquiètent particulièrement les pays du GECF.

plus d'une décennie. Le gaz naturel a par conséquent de beaux jours devant lui. Le sommet du GECF est une réunion des chefs d'Etats et de Gouvernements des pays membres, dont l'objectif est de s'informer, se concerter, et coordonner sur les questions liées au gaz naturel, à son marché particulièrement dans le contexte actuel très influencé par les paramètres géopolitiques et toutes les incertitudes qui en découlent. Il est vrai que jusqu'à aujourd'hui, il ne joue pas le même rôle que l'OPEP ou l'OPEP+ au point de vue quotas de production, mais les échanges de point de vue et d'informations entre ses membres ont pratiquement le même objectif. Durant les 3 dernières années ayant

de technologies plus propres. Cela est crucial pour des transitions énergétiques justes, inclusives et ordonnées qui répondent aux besoins de développement durable, de sécurité énergétique et d'accessibilité énergétique».

Le poids du gaz dans la sécurité et la transition énergétiques

L'énergie est incontestablement à la base du développement économique dans la mesure où on constate même une parfaite corrélation entre la croissance économique et la consommation énergétique dans pratiquement tous les pays qu'ils soient producteurs (rentiers) ou importateurs/consommateurs (pays développés). Le monde est partagé en trois catégories :

- Les pays qui possèdent et contrôlent des ressources énergétiques.
- Les pays qui ont les moyens (financiers) de se les procurer (importations).
- Les pays qui ont et qui maîtrisent les technologies de production d'énergie en dehors des énergies fossiles (nucléaire, ENR).

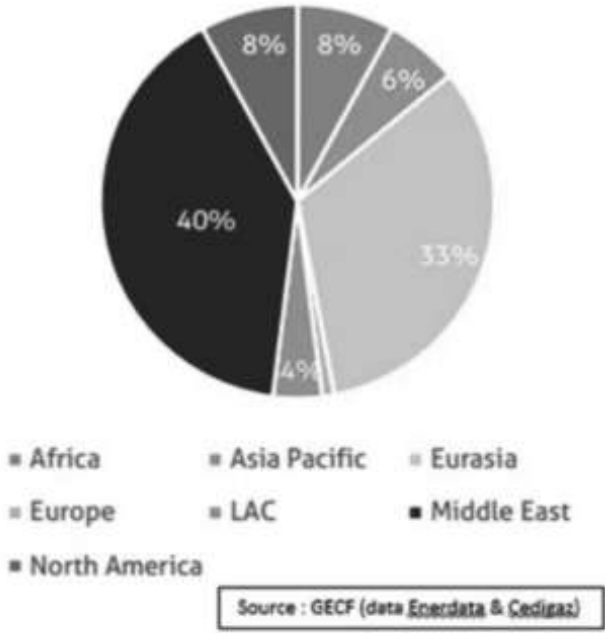
On peut alors se poser la question de savoir pourquoi une telle crise énergétique alors que les réserves mondiales en gaz sont très importantes avec 200.000 à 250.000 Mds M3, sans compter celles du gaz de schiste qui n'est produit pour le moment en grandes quantités qu'aux USA. Seules la Chine et l'Argentine se sont lancées dans ce domaine pour le moment, alors que d'autres pays à l'instar de l'Algérie possèdent d'immenses réserves techniquement récupérables de gaz de schiste. A titre d'exemple, l'Argentine a pu pratiquement stabiliser sa production qui est passée de 40 à 48 Mds M3/an entre 2014 et 2022 grâce au gaz de schiste et au tight gas, dont la part est passée progressivement de 10 à 60%. Il est même prévu que cette part passe à 39 Mds M3 (70%) sur les 56 Mds M3 à produire en 2026. Il y a donc assez de réserves en gaz dans le monde mais pas toujours là où il est le plus consommé ! Par contre, et globalement à l'échelle mondiale, on a observé :

- D'une part un ralentissement depuis quelques années des investissements en matière de développement des réserves existantes et des capacités de production.
- Et d'autre part la mise en œuvre de politiques de transition énergétique (Recours aux ENR et à l'efficacité énergétique) au niveau de plusieurs régions du monde, dont l'Europe en particuliers, qui ont entraîné la chute des consommations, sinon la part des énergies fossiles dans leur mix énergétique.

Les capacités de production et d'acheminement des volumes pouvant être commercialisés ont ainsi été particulièrement impactés et demeurés stables en rapport avec les engagements d'exportation sur le moyen et long terme du moment. Les impacts de la pandémie du COVID ont à leur tour impacté ces capacités qui, dès la reprise post COVID n'ont pas été en mesure de répondre à la demande, sans compter qu'au niveau de l'Europe, les ENR n'étaient pas non plus au rendez-vous.

Source : Energy magazinedz.com

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RESERVES MONDIALES EN GAZ



Le Ministre Algérien de l'Energie et des Mines a récemment déclaré que l'objectif du sommet est de « soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et de contribuer au développement durable et à la sécurité énergétique mondiale », et qu'il devrait « refléter les objectifs et la Vision du GECF qui consiste à faire du gaz naturel la ressource centrale d'un développement inclusif et durable ».

Le poids du gecf dans l'industrie gazière

Il faut d'abord rappeler que le Forum qui regroupe 12 pays à part entière et 7 observateurs, contrôle 70% des réserves mondiales en gaz (144.000 Mds M3), et en produit 42% actuellement (1.650 Mds M3), dont environ 45 à 50% sont exportés. 60% des exportations de GNL dans le monde proviennent aussi des pays membres du Forum. Sa part dans le mix énergétique actuel est de 23%, et il est pratiquement certain qu'elle va se maintenir et continuer de croître à raison de 1% par an en moyenne au moins, pour atteindre 26% à l'horizon de 2050. Elle dépassera certainement celle du pétrole dans un peu

suivi le COVID 19 avec tous ses impacts sur l'économie mondiale, puis la guerre russo-ukrainienne, il faut rappeler que la cohésion au sein de l'OPEP+ a énormément contribué à la stabilisation du marché pétrolier, sans quoi on aurait vécu des chocs terribles au détriment des pays producteurs. Les membres du GECF vont quelque part chercher à poursuivre leurs échanges et coopération dans un minimum de cohésion à l'image de l'OPEP+ pour s'adapter à l'évolution des marchés, des corridors des échanges, et surtout aux éventuelles compétitions entre exportateurs qu'ils soient ou non membres du GECF. Le 7ème forum devra en particulier prendre en considération et débattre des résultats de la COP28 même si celle-ci s'est terminée sans résolution contraignante, en plaçant la responsabilité de l'abandon des énergies fossiles au niveau de la demande et non au niveau de la production. La COP27 avait déjà admis par ailleurs que le gaz naturel est une source d'énergie propre. De son côté et plus récemment, le Secrétaire Général du GECF a rappelé « la nécessité de soutenir le financement des projets de gaz naturel et la mise à l'échelle

BOUIRA

Relance de 13 projets dans le secteur de la santé

Au total, 13 anciens projets du secteur de la santé, dont certains étaient à l'arrêt ou gelés ont été relancés, récemment à Bouira, alors que d'autres ont été nouvellement inscrits pour renforcer le secteur au niveau local, a-t-on appris auprès de la direction de la santé et de la population (DSP). Parmi ces projets, le directeur de la santé, Kamel Cheffai, a cité la réalisation d'un hôpital de 80 lits dans la commune de Bordj Khris (Sud de Bouira) dont les travaux, estimé à plus de 40 %, étaient à l'arrêt depuis plusieurs années. « Le nouveau cahier des charges est déjà prêt pour pouvoir relancer les travaux de cet établissement hospitalier », a indiqué le directeur de la santé. Pour ce qui est des nouveaux hôpitaux de 120 lits des communes d'Aïn Bessam (Ouest de Bouira) et M'chedallah (Est), le même responsable a assuré que ces deux projets « seront relancés très prochainement ». M. Cheffai a fait savoir, en outre, qu'une nouvelle étude sera faite pour réaliser le projet de l'hôpital « mère et enfant », qui sera implanté au chef-lieu de la wilaya de Bouira. Par ailleurs, le directeur de la santé s'est réjoui de la réception, il y a quelques semaines, de la polyclinique réalisée dans la commune d'Ahl El Ksar (Sud-est de Bouira). « Les travaux de cette structure avaient connu un arrêt, mais ils ont été relancés et le projet a déjà été réceptionné pour un montant global de 170 millions de dinars », a-t-il dit. Une nouvelle polyclinique publique a également été réalisée et mise en service, récemment, à la nouvelle cité AADL de la ville de Bouira et baptisée du nom du défunt Moudjahid Djoudi Atoumi (1938/2021). « Un montant de l'ordre de 60 millions de dinars a été alloué pour l'équipement de cette nouvelle polyclinique », a rappelé M. Cheffai. Un projet similaire portant réalisation d'une polyclinique a été déjà lancé à Rafour (M'chedallah) et ce après la réhabilitation d'anciens locaux commerciaux abandonnés qui seront transformés en une polyclinique au profit de la localité, pour une enveloppe financière de 20 millions de DA, selon les détails fournis par le DSP. Le responsable a annoncé, en outre, la réception prochaine du projet de la nouvelle école de formation paramédicale à Bouira. « La réception et l'entrée en service de ces nouvelles structures permettra de soulager les établissements sanitaires existantes et d'améliorer la qualité du service, en plus de la réduction des transferts de malades vers les hôpitaux des wilayas voisines », a-t-il dit Par ailleurs, M. Cheffai a annoncé la réalisation d'autres structures dont une nouvelle unité d'hémodialyse qui sera implantée dans l'établissement public hospitalier d'Aïn Bessam. Un hôpital spécialisé en orthopédie et traumatologie sera également réalisé à Bouira, ainsi qu'un centre de transfusion sanguine prévu au chef-lieu de wilaya, selon le même responsable. « Les choix des terrains ont été effectués pour abriter ces nouveaux projets, dont le lancement des travaux est prévu pour le début de l'année en cours 2024 », a-t-il expliqué. La direction de la santé prévoit aussi l'acquisition de deux nouveaux scanners qui seront mis en service dans les hôpitaux de M'chedallah et Lakhdaria, en plus de l'affectation de 55 nouveaux médecins spécialistes, selon M. Cheffai.

ALGER

Création de cellules locales pour garantir la disponibilité des produits durant Ramadhan

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a procédé à la création de cellules locales pour le suivi des préparatifs pour le mois de Ramadhan, et ce en vue de garantir la disponibilité des produits à travers un approvisionnement régulier du marché, a affirmé jeudi à Alger le Secrétaire général de l'Union, Issam Bedrissi.

Intervenant lors des travaux de la 5e session ordinaire du Conseil national de l'UGCAA, en présence du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga et du Secrétaire général du ministère du commerce et de la Promotion des exportations et de représentants de certains secteurs ministériels, M. Bedrissi a souligné que "par souci de soutenir et d'orienter les commerçants, les artisans et les opérateurs économiques et afin de garantir la disponibilité des produits alimentaires et leur bonne distribution durant le mois sacré, des orientations ont été données aux bureaux de wilayas de l'Union pour la création de cellules locales de suivi des préparatifs pour le mois de Ramadhan". A cette occasion, M. Bedrissi a appelé les cadres et membres de l'Union et à travers eux tous les commerçants, artisans et opérateurs économiques, "à mettre en échec toute tenta-

tive visant à semer la zizanie dans les rangs des commerçants, voire à les bannir pour assurer le confort des citoyens, notamment à l'approche du mois sacré qui connaît une forte affluence vers les marchés". Dans ce contexte, M. Bedrissi a rappelé les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a appelé les responsables du service public à faire preuve d'initiative avec courage et responsabilité pour régler les différents problèmes du développement, notamment ceux ayant trait directement au quotidien des Algériens, à leur sécurité alimentaire et à leurs activités d'investissement. Saluant l'attention particulière accordée par le président de la République aux dossiers liés au secteur du commerce, le SG a indiqué que la réalisation des objectifs tracés en la matière doit obéir à "une politique cohérente s'appuyant principalement sur la valorisation

de la production nationale et les industries locales tout en donnant la priorité aux opportunités d'investissement national". Il s'agit également, selon le responsable, "d'encourager l'investissement industriel qui utilise les intrants locaux, engendre des opportunités d'emploi et soutient la croissance économique à même de répondre à la demande nationale et aux besoins de la société algérienne". Par ailleurs, M. Bedrissi a salué "l'approche participative efficace adoptée par le secteur du commerce pour le suivi de l'approvisionnement du marché en produits de large consommation et la régulation des prix", ajoutant que "cette approche a permis à tous les intervenants de corriger les déséquilibres du marché et éliminer progressivement la fluctuation de la distribution des produits alimentaires et agricoles dans les différentes régions du pays".

BOUMERDÈS

Remise d'une centaine de contrats de concession agricole

Plus de 100 contrats de concession de terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, ont été remis à leurs bénéficiaires par la direction des domaines de Boumerdes depuis le début de l'année 2023 à ce jour, a-t-on appris, auprès de l'antenne locale de l'Office national des terres agricoles (ONTA). Avec ces nouveaux contrats, le nombre total de documents similaires délivrés à Boumerdes depuis 2012, année d'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la concession des terres, a atteint les 4.155 sur

un total de 5.940 demandes introduites auprès de l'Office, a indiqué à l'APS, la directrice locale de l'ONTA, Fella Adjar. La responsable qui s'exprimait en marge d'une cérémonie de remise de 21 contrats de concession qui s'est déroulée en présence de la wali, Fouzia Naâma, a ajouté que 900 dossiers sont en cours d'étude au niveau de l'Office et concernent le foncier agricole situé à l'intérieur des Haouchs. L'occasion a été saisie pour la remise, par la wali, de 11 autorisations d'exploitation anticipée à des investisseurs en aqua-

culture et de deux (2) autorisations d'exploitation définitive pour des opérateurs dans l'industrie de transformation. Un accord-cadre a été également signé entre les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture et la conservation des forêts, dans le but d'encourager l'aquaculture intégrée à l'agriculture par l'ensemencement des bassins d'irrigation agricole au niveau de la wilaya. « La remise de ces autorisations s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle loi sur l'investissement et de la consolidation

des relations de travail avec les opérateurs dans divers domaines pour développer l'économie nationale », a souligné Mme.Naâma. Elle a estimé que cette opération est de nature à « aplanir les difficultés qui empêchent les opérateurs de contribuer efficacement au développement de l'économie nationale », notant que cette initiative « s'inscrit aussi dans le cadre de la valorisation des ressources de la wilaya dans les domaines touristique, agricole et industriel, tout en insufflant une nouvelle dynamique à l'économie nationale ».

ORAN

Des projets multisectoriels au profit de la commune de Bethioua

La commune de Bethioua (Oran) vient de bénéficier d'une série de projets concernant les secteurs de la Santé, l'Education, l'Administration, ainsi que celui de la Jeunesse et des Sports, a-t-on lundi du président de son Assemblée populaire communale (P/APC), Amar Cherif. Le P/APC de cette collectivité locale du Nord-est de la wilaya d'Oran a déclaré à l'APS que la commune vient de bénéficier de plusieurs projets de développement, précédemment annoncés par le wali d'Oran, Saïd Sayoud, lors d'une visite effectuée dernièrement à cette commune. Evoquant l'impact attendu de ces projets, l'élu a indiqué que les opérations devant être concrétisées permettront d'améliorer « sensiblement » le cadre de vie des citoyens, particulièrement ceux des agglomérations secondaires. Il a fait savoir, dans ce contexte, que le chef-lieu de la commune a bénéficié d'un Collège d'enseignement moyen (CEM) baptisé du nom du moudjahid Bouabdelli Ayadh, dont la première pierre a été posée par le wali, lors de sa dernière visite, faisant observer

que le futur établissement éducatif sera opérationnel, à partir de la prochaine année scolaire. Selon la même source, le premier responsable de la wilaya d'Oran avait, lors de la même visite d'inspection, donné son accord pour l'inscription d'un projet portant sur la réalisation d'un autre CEM devant être implanté à Douar Granine, dans le but d'épargner aux collégiens de cette agglomération secondaires les désagréments induits par les difficultés de déplacement vers les localités voisines où ils sont actuellement scolarisés. Par ailleurs, d'autres projets devant porter sur la réhabilitation de la salle de soins, la réalisation d'un terrain de proximité et le raccordement de l'annexe administrative au réseau de fibre optique, ont été accordés au profit de cette agglomération secondaire, selon la même source. La commune de Bethioua a également bénéficié d'une opération concernant l'aménagement d'un établissement annexe spécialisé dans la prise en charge des autistes et des enfants trisomiques, ainsi que d'une autre opération devant porter sur le raccordement de l'an-

nexe administrative d'El Araba au réseau de fibre optique, dans le but de faciliter aux administrés de ce village l'accès via Internet aux documents administratifs. Par ailleurs, cette collectivité chef-lieu de commune et de daïra, a mobilisé une enveloppe financière estimée à 50 millions de DA puisée sur son budget pour la prise en charge de la protection et la réhabilitation du site historique « Portus Magnus », dont l'étude et le suivi relatifs à cette opération ont été confiés à la direction de wilaya de la Culture et des Arts, selon Amar Cherif.De son côté, la direction de la Santé et de la Population (DSP) s'est chargée des opérations visant l'aménagement de la polyclinique du chef-lieu de commune pour une enveloppe financière globale de 100 millions de DA, dont une partie sera également destinée à une opération similaire devant cibler la polyclinique de Ain El Bia. Pour rappel, la commune de Bethioua a vu, la semaine écoulée, l'inauguration d'un groupement scolaire sis à la cité des 1.000 logements, baptisé du nom du Moudjahid Hamdada Belkacem.

CONTRIBUTION

Comment parler de progrès ?

La vie matérielle se dérobe sous la civilisation thermo-industrielle. Cette civilisation matérielle a atteint son apogée et entame son déclin, la vie matérielle comme reprise par une nature vivante et comme indifférente à la vie sociale va continuer sa course[1]. Elle finira bien par imposer aux apôtres de la croissance économique ses lois physiques. On sait aujourd’hui ce que doivent les libertés individuelles à l’énergie fossile[2].

2^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Car sur le plan des comportements sociaux, quel sera celui des riches, celui des pauvres ? Comment se protégeront-ils de l’insécurité ? On ne peut plus penser que les pauvres pourront marcher dans les pas des plus riches, ni que les riches et les pauvres pourraient s’entendre à priori sur une démarche commune qui leur viendrait d’une volonté dont on ne sait d’où. Demander aux riches de renoncer à l’accumulation du capital, on devine leur réponse. Ils demanderont à voir avant d’approuver. Ce n’est que lorsque les pertes menaceront d’être plus grandes que les gains qu’ils accepteront de se défaire de la conception d’un rapport de classe antagoniste. Pour l’heure, le marché du travail se polarise, la pyramide du travail s’étrangle au milieu et se gonfle à la base. Le savoir et le pouvoir faire se réfugiant en son sommet. La société est alors écartelée par une mobilité ascendante et une autre descendante, la classe moyenne est menacée. Deux types de sociétés se démarquent, l’un attaché à une mobilité ascendante, un autre affecté par une mobilité descendante. Les élites qui doivent leur statut à leurs talents se détachent du corps social, le corps social se vide de ses talents. La différenciation sociale se tend, une contre tendance à l’indifférenciation procédant du bas alors se manifeste. Le désir d’une société indifférenciée se développe dans le corps social prolétarisé pour envelopper la société entière. L’histoire, pour refaire corps à la société, tourne en faveur du populisme de droite et des valeurs conservatrices. Les droits acquis sont menacés, l’égalité des chances n’est plus crédible, la social-démocratie a vécu d’une redistribution qui ignorait le rapport antagoniste des riches aux pauvres. La séparation hobbesienne de l’État et de la société ne tient plus. L’oligarchie financière, pour ordonner le désordre, donnera au corps social des boucs émissaires. En voyant la lutte de classes dans la lutte des races et des sexes, elle voudra faire d’une pierre deux coups, détruire les populations inutiles menaçantes et menacées. C’est à partir de certains comportements autour desquels viendront s’agglomérer les autres que les choses arriveront. Au départ donc, les comportements des riches et des pauvres se disjoindront engageant ainsi la grande divergence sociale. La sobriété ne commencera pas par les riches, les États ne renonceront pas à la puissance technologique. Des comportements émergeront qui en sauvant des personnes pourraient tendre à sauver une classe, plus exactement ce qu’il en sera resté. Car le temps qu’émergent des comportements pertinents pour faire face aux différentes insécurités, beaucoup auront failli. Les riches et la puissance publique ne renonceront pas aux machines intelligentes,

les pauvres ne pourront compter que sur leur seule intelligence. Mais de quelle intelligence les prolétaires pourraient-ils disposer ? De quels savoirs pouvoir faire ? Là est la question. L’avenir du monde dépend en grande partie des dispositions de la classe moyenne supérieure. Va-t-elle toujours avoir le regard tourné vers le haut, avoir la propension à se détacher de la classe inférieure pour servir la classe supérieure ? Où va-t-elle enfin comprendre qu’il faut refaire société avec la classe inférieure, remettre le savoir dans le travail vivant, pour sauver le monde de la catastrophe prévisible ? Nous avons besoin d’une vision de l’avenir qui nous permette d’aller vers lui sans trop d’affolement et de dissensus. J’entrevois dans une certaine globalisation, une archépélisation du monde s’imposant dans l’ordre ou le chaos. Car le monde doit trouver une certaine cohérence et un certain équilibre. Un monde concentrant le savoir et le pouvoir faire d’un côté et privant le reste n’est plus soutenable. Il faut remettre le travail mort dans le travail vivant, qui l’intensifie et l’améliore au lieu de s’en abstraire et de le détruire. Le paradis sur terre, ce qu’il peut en être, n’est pas dans la consommation illimitée, il est dans la magnificence du vivant. Il est dans une coopération favorable au vivant. Il n’est plus dans le nombre d’esclaves énergétiques possédés. Je voudrais soutenir la thèse suivante : l’avenir du monde dépend du rapport des classes moyennes supérieures à la classe supérieure et à celles inférieures. Il dépend du mode d’insertion de leurs « laboratoires » dans la société et de la diffusion de leurs produits dans le tissu social. Leur attachement à la classe supérieure conduira au laminage de la classe moyenne et au décrochage des classes inférieures, la classe supérieure demeurant attachée à une appropriation privative du monde par la substitution du travail par le capital. Leur attachement aux classes inférieures est la condition de la déprolétarianisation, de la réunification du savoir et du travail vivant.

La propension actuelle du monde

Pour l’heure, le monde en absence de vision semble être configuré pour aller dans une guerre des riches contre les pauvres sous la bannière de la défense du mode de vie (du pouvoir d’achat) confondue avec la défense des droits humains. Une partie du monde universaliste qui ne pense la paix que dans un monde façonné à son image, une autre différentialiste qui ne la pense que sous son contrôle. C’est dans la guerre que se poursuit le progrès technique, mais les guerres n’ont pu être gagnées que parce qu’elles portaient un progrès civil, les machines de guerre se convertissant en machines civiles et confort social, se diffusant sur une large échelle. Le travail scientifique s’élargissant alors et le progrès technique élargissant l’activité sociale. Avec la désyn-

chronisation du progrès social et du progrès technique, ce n’est plus le cas, le progrès technique cesse de se diffuser dans le tissu social, la richesse ne « ruissèle » plus des riches vers les pauvres. Les riches pour ne pas subir la fin de la civilisation thermo-industrielle et pour se protéger des pauvres qu’ils ont antagonisés vont d’abord se séparer d’eux, ils vont se réfugier dans des bunkers, laisser les guerres civiles se développer pour se défaire des populations inutiles. Quand le feu aura fait son œuvre salvateur, ils repartiront à la conquête de leur pouvoir de faire. Voilà ce qui pourrait se passer, si les riches refusaient d’aller à la rencontre des pauvres, de partager avec eux leur savoir et pouvoir faire. La guerre à Gaza n’est pas un évènement à la frontière du monde, c’est son résumé à petite échelle ; elle est le devenir du monde qui démarre en son point le plus sensible. Tel que le monde est aujourd’hui configuré, la guerre est son avenir. Au slogan "l’Amérique d’abord", la première puissance mondiale devrait lui substituer celui de "le Monde d’abord". Ce qui n’advient que si un nouveau mouvement des non-alignés émerge et ne permet pas à cette puissance et à sa rivale d’imposer au monde leur logique de rivalité mimétique.

Progrès, progressistes

Les progressistes continuent de croire au Progrès qu’ils identifient désormais au progrès sociétal, il se croit toujours sur la pente croissante du progrès social. Ils aspirent toujours à conformer le monde à leur image. Ils croient à la croissance verte, qu’aller aux énergies renouvelables signifie aller toujours vers plus de droits et de confort. Ils oublient que l’ère préindustrielle fonctionnait aux énergies renouvelables, que le futur pourrait ressembler au passé s’il se pouvait. Ils continuent de croire que l’avenir est le paradis et le passé l’enfer. Il est vrai qu’ils ne sont pas les premiers à en faire les frais, même quand ils perdent aux élections. Ils s’imaginent toujours s’émancipant de la nature, disposant de plus de libertés individuelles, individualisant de plus en plus leur consommation, croyant pouvoir être maîtres de leur destin, de leur corps. Ils ne voient pas que le progrès de la vie matérielle qui a détaché leur corps de la nature peut dans sa décrue les y rabattre à nouveau. Ils ne veulent plus d’enfants, mais une main-d’œuvre étrangère qualifiée qu’ils pourraient renvoyer chez elle une fois le travail terminé, les retraites assurées. Ils ne voient pas la colère des déclassés monter. Ils ne voient pas déjà se réduire le parc de machines, ils s’imaginent que la voiture électrique va remplacer la voiture thermique, ils espèrent que leur prix va continuer de baisser à l’image du prix des panneaux solaires. Ils ne voient pas que la Science n’est plus à leur service,

que si de nouveaux esclaves mécaniques ne vont pas cesser de naître, peu nombreux sont ceux qui en auront l’usage et beaucoup plus nombreux sont ceux qui devront renoncer aux anciens. « On n’arrête pas le train du Progrès » certes, mais il réduira ses réseaux, ne desservira plus toutes les gares et ne s’arrêtant pas devant tout le monde en laissera beaucoup à la gare. On veut croire que panneaux solaires et éoliennes que nous produisons maintenant à l’ère de l’énergie fossile pourront être ceux que nous produirons demain sans elle. Ils ne voient pas que l’énergie renouvelable ne se substitue pas à l’énergie fossile, qu’on n’a jamais autant consommé de charbon. On ne veut pas trop voir que panneaux solaires et éoliennes en appellent à des métaux « rares ». Le mythe du Progrès à la vie dure, il a la vie de confortables habitudes sociales. On veut bien passer aux énergies renouvelables, mais on ne veut pas renoncer aux bénéfices de l’énergie fossile. Comment renoncer au confort, à l’émancipation, à la progression de l’autonomie individuelle ? Beaucoup y restent attachés et beaucoup commencent juste d’en rêver. Ils ne voient pas qu’ils vont à la guerre, d’abord contre les populations inutiles étrangères qui risquent de les submerger et en sous-main contre leurs propres populations inutiles qu’ils voudraient envoyer combattre. C’est de ne pas prendre sérieusement en compte le cours réel des choses que les progressistes s’aveuglent. C’est de ne pas prendre en compte le monde physique que les économistes continuent de cultiver leur jardin. Ils ne voient pas monter l’énergie nucléaire dans la décarbonation de l’activité économique à laquelle ils s’étaient opposés. Les riches sociétés vont devoir composer avec les déchets nucléaires pour ne pas laisser tomber leurs infrastructures de base, leur puissance électrique, mais quid du pouvoir d’achat des communs mortels ? Les civils ne pourront plus disposer d’autant d’esclaves mécaniques, ceux-là ne pourront pas être animés par l’électricité d’origine nucléaire, on ne peut laisser cette dernière proliférer. La décarbonation par l’énergie nucléaire servira les puissants et la puissance publique, les citoyens incidemment. Les puissants ne renonceront pas à leurs machines intelligentes et à leur personne augmentée, reste à savoir comment cela retombera sur les citoyens. Ce n’est plus la richesse matérielle qui peut ruisseler, mais le savoir et le pouvoir faire. Partager le savoir et le pouvoir faire entre les vivants ou le monopoliser par la classe d’une espèce, voilà l’enjeu de la coopération mondiale.

(*)Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ; ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

[1] J’emprunte l’opposition vie matérielle et civilisation à F. Braudel. On peut considérer la civilisation matérielle comme la trajectoire que prend une société dans la longue durée.
[2] Voir en particulier les travaux

de Jean Marc Jancovici et le livre de Véra Nikolski qui les prolonge : Féminicène. Les vraies raisons de l’émancipation des femmes, les vrais dangers qui la menacent. On renverra à la vidéo qu’elle a produite en com-

pagnie de Jean Marc Jancovici. <https://www.youtube.com/watch?v=B2SI1zMN5ho>
[3] Principe d’évolution, elle stipule que toute transformation réelle s’effectue avec création d’entropie. L’entropie étant une

grandeur physique qui caractérise le degré de désorganisation d’un système. On est tenté de dire qu’au-delà des croyances prégnantes l’on peut observer que dans les sociétés postcoloniales la modernisation a intro-

duit plus de désordre que d’ordre (autoritarismes, déracinements sociaux, etc.). Du point de vue des flux physiques, le deuxième principe de la thermodynamique a prévalu sur le premier.

QATAR
Pour un montant d'un milliard USD, QNB annonce la réussite d'une émission d'obligations

La tranche émise le 23 janvier 2024 arrivera à échéance le 30 janvier 2029 avec un taux nominal de 4,875 % par an. L'émission a été organisée et proposée par un groupe de banques internationales (Crédit Agricole CIB, Barclays, HSBC, JP Morgan, QNB Capital, SMBC Nikko et Standard Chartered Bank). La société d'investissement qatarienne Estithmar Holding lance un programme conforme à la Charia de 933,8 M USD pour l'émission d'obligations fiduciaires par l'intermédiaire d'Estithmar Sukuk Limited LLC, une société à but spécial (SPC) enregistrée au Centre Financier du Qatar (QFC). Le nouveau programme devrait être introduit sur le marché international des valeurs mobilières (ISM) de la Bourse de Londres (LSE). La fintech qatarienne KARTY lève 2 M USD auprès d'investisseurs locaux tels que la Qatar Foundation, la Qatar Development Bank, le Qatar FinTech Hub et Masraf Al Rayan, ainsi qu'auprès d'entités internationales telles que Visa. L'Agence de promotion des investissements du Qatar (Invest Qatar) rejoint la nouvelle coalition mondiale pour les IDE climatiques, aux côtés de 14 agences d'investissement du monde entier et de l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA). Le Forum économique mondial et le ministère des finances du Qatar signent un accord en vue de la création d'un centre dédié à la quatrième révolution industrielle (C4IR) au Qatar. C4IR Qatar, qui sera inauguré en juin 2024, sera une organisation autonome à but non lucratif consacrée principalement aux technologies émergentes et à leur lien avec le développement durable et la compétitivité économique. Capital Intelligence (CI) confirme les notations du Qatar avec une perspective « stable ». Ces notes reflètent non seulement les soldes extérieurs et les performances budgétaires « très solides » de Doha, soutenus par des prix favorables du gaz naturel liquéfié (GNL), mais elles sont également soutenues par d'importantes réserves d'hydrocarbures (environ 12,9 % des réserves mondiales de gaz) et la capacité d'exportation associée, qui à leur tour, fournir au gouvernement des moyens financiers substantiels.

TUNISIE/REMBOURSEMENT DES DETTES EXTÉRIEURES

Le gouvernement puise dans les avoirs détenus par la Banque centrale

Alors que le service de la dette augmentera de 40% en 2024, le gouvernement tunisien a soumis au Parlement un projet de loi autorisant la Banque centrale à financer le déficit budgétaire de l'exercice 2024 à hauteur 2,25 milliards de dollars.

Le gouvernement tunisien puisera dans les avoirs détenus par la Banque centrale pour rembourser des dettes extérieures urgentes, y compris des euro-obligations d'une valeur de 850 millions d'euros (920 millions de dollars) qui arriveront à échéance le 16 février, a annoncé la ministre des Finances. « Nous aurons recours à un financement direct de la part de la Banque centrale pour rembourser des dettes extérieures urgentes », a-t-elle déclaré devant la commission des finances du Parlement. Et d'ajouter : « en dépit de toutes les difficultés rencontrées par les finances publiques, la Tunisie s'est engagée à rembourser ses dettes extérieures dans les délais impartis afin de préserver la souveraineté nationale ». La ministre s'exprimait lors de l'examen en commission d'un projet de loi autorisant la Banque centrale à accorder des facilités exceptionnelles au profit de la Trésorerie générale pour financer le déficit budgétaire de l'exercice 2024 à hauteur de 7 milliards de dinars (2,25 milliards de dol-

lars). Ces facilités devraient être remboursées sur une période de 10 ans avec trois années de grâce et sans intérêt. Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Marouane Abassi, a déclaré devant la commission des finances que le remboursement d'un eurobond de 850 millions d'euros grâce à des facilités accordées par l'institut d'émission entraînerait une baisse des réserves de change équivalant à 14 jours d'importations et aurait un impact négatif sur le taux de change du dinar tunisien. Il avait déjà mis en garde l'année dernière contre l'intention du gouvernement de demander à la Banque centrale d'acheter des bons du Trésor, estimant que cette démarche pourrait provoquer une « hausse incontrôlable » de l'inflation et une « forte dépréciation de la monnaie nationale ». Selon les données du ministère des Finances, le service de la dette de la Tunisie enregistrera une hausse de 40% en 2024 comparativement à 2023 pour s'établir à 4 milliards de dollars. L'annonce du recours du gouvernement à des

financements directs auprès de la Banque centrale intervient alors que la Tunisie peine à mobiliser des financements extérieurs en l'absence d'un accord définitif avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un programme d'aide de 1,9 milliard de dollars. Le pays d'Afrique du Nord avait signé en octobre 2022 un accord préliminaire avec le FMI sur ce programme d'aide, avant de suspendre les négociations avec l'institution. Le président tunisien, Kaïs Saïed, avait cependant rejeté, en avril 2023, le « diktat » du FMI qui conditionne le décaissement des financements à des réformes économiques portant notamment sur la levée des subventions aux produits de base, la réduction de la masse salariale dans le secteur public et la privatisation des entreprises publiques, indiquant que de telles réformes pourraient « mener à davantage d'appauvrissement » et « provoquer des émeutes sanglantes semblables à celles déclenchées en 1984 par l'augmentation du prix du pain ».

FMI/EGYPTE

Accord sur les « principaux éléments » du programme de réformes économiques

Les progrès réalisés dans les discussions devraient ouvrir la voie à l'augmentation du montant du programme d'aide dont bénéficie le pays le plus peuplé du monde arabe. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé dans un communiqué publié le jeudi 1er février 2024, un accord avec l'Egypte sur « les principaux éléments » du programme de réformes économiques soutenu par un prêt de 3 milliards de dollars. « L'équipe du FMI et les autorités égyptiennes se sont mises d'accord sur les principaux éléments du pro-

gramme de réformes économiques. Les autorités ont exprimé leur ferme engagement à agir rapidement sur tous les aspects critiques de ce programme », a déclaré Ivanna Vladkova Hollar (photo), cheffe d'une mission d'experts dépêchée par l'institution en Egypte depuis le 17 janvier 2024. « Les deux parties continueront à travailler dans les prochains jours pour finaliser un memorandum de politiques économiques et financières et déterminer l'ampleur de l'aide supplémentaire du FMI et d'au-

tres partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux », a-t-elle ajouté. Les progrès réalisés dans les discussions devraient ouvrir la voie à l'augmentation du montant du programme d'aide dont bénéficie ce pays d'Afrique du Nord qui subit de plein fouet les contrecoups de la guerre opposant le mouvement palestinien Hamas à Israël. La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, avait annoncé en novembre 2023, que l'institution financière multilatérale « envisage

sérieusement » une augmentation de son programme d'aide au pays le plus peuplé du monde arabe « compte tenu des tensions régionales actuelles ». Le Caire avait conclu un accord sur un programme d'aide de 3 milliards de dollars sur 46 mois avec le FMI en décembre 2022. Mais les deux premières revues de ce programme ont été reportées, en raison du retard pris par les autorités égyptiennes dans la mise en œuvre de certaines réformes délicates comme la flexibilité totale du taux de change.

ARABIE SAOUDITE

Le CAFS publie son rapport

Le Conseil d'Affaires Franco-Saoudien (CAFS) a publié son rapport d'activité annuel pour l'année 2023. Le CAFS représente les communautés d'affaires française et saoudienne et permet de développer les relations commerciales entre les deux pays. En 2023, le CAFS a ouvert ses inscriptions aux entreprises françaises, passant de 80 à plus de 200 membres en quelques mois. Une trentaine d'événements regroupant 1 200 participants ont été organisés ainsi qu'une trentaine de rencontres individuelles B2B pour des entreprises participant à des délégations d'affaires. Schneider Electric va construire une usine à SPARK. L'entreprise française, fournisseur de services numériques et d'automatisation pour les secteurs de l'énergie et de l'industrie, a annoncé son intention de construire un site de production de 20 000 m² dans le parc énergétique King Salman (SPARK) en Arabie saoudite. Schneider Elec-

tric y fabriquera des systèmes de contrôle et d'arrêt d'urgence. Le projet devrait être achevé d'ici la fin de 2025 et obtiendra la certification de bâtiment écologique LEED (leadership in energy and environment design). CLESTRA a remporté le projet d'aménagement d'espaces de travail de la Riyad Bank. L'entreprise française a été choisie pour équiper la tour Riyad Bank Bronze Tower de 53 étages à KAHD avec ses solutions de cloisons de bureaux. Le montant total du projet s'élève à 5,2 M EUR couvrant la fourniture et la pose d'environ 12 000 m² de cloisons. La phase 1 du projet, d'une valeur de 1,5 M EUR, a été signée en décembre avec l'entreprise générale Apsal John Paul. CLESTRA est une entreprise française, leader mondial de la cloison amovible et présente en Arabie Saoudite depuis plus de 40 ans. Le Public Investment Fund (PIF) a émis une obligation en trois tranches d'un montant total de 5 Md USD. Celle-ci a suscité une forte de-

mande, avec des offres d'une valeur totale supérieure à 27 Md USD selon la CMA. Au 23 janvier 2024, les actifs sous gestion du PIF s'élèveraient à 776 Md USD selon le Sovereign Wealth Fund Institute, ce qui en fait désormais le 6ème plus important fonds souverain au monde. Le Saudi Tadawul Group acquiert une participation de 32,6 % dans le Dubai Mercantile Exchange. Le Saudi Tadawul Group (société mère du Saudi Exchange) a pris une participation de 32,6 % dans Dubai Mercantile Exchange (DME) pour 28,5 M USD, ce qui fait de l'opérateur boursier le principal actionnaire avec le groupe américain CME. Dans le cadre de cet accord, le DME sera rebaptisé Gulf Mercantile Exchange et se développera dans les secteurs de l'énergie, des métaux et des produits agricoles. Le Saudi Tadawul Group a également la possibilité d'en prendre le contrôle majoritaire après quatre ans.

BURKINA FASO

Report d'un emprunt de 35 milliards FCFA sur le marché monétaire de l'UMOA

Cette décision survient alors que les investisseurs ont tour à tour été informés du retrait de la CEDEAO et reçu une confirmation concernant un risque de rupture avec le CFA la monnaie d'émission, et surtout l'opération était concurrencée par un emprunt obligataire du Sénégal de 200 milliards FCFA.

Le Burkina Faso a reporté une émission simultanée de bons et obligations du Trésor qui devait lui permettre de mobiliser 35 milliards FCFA (57,6 millions \$). L'opération était initialement prévue pour le mercredi 31 janvier, sur le marché monétaire de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). L'annonce faite par la direction générale d'UMOA-Titres, l'institution basée à Dakar qui gère ce type d'opérations, ne précise pas les raisons de ce report. « Au nom du Trésor public burkinabé, l'Agence UMOA-Titres remercie l'ensemble des investisseurs pour leur soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement de l'Union », est-il men-

tionné dans le texte. Ce report intervient dans un contexte devenu tendu depuis l'annonce par le Burkina Faso et deux autres pays de l'Alliance des États du Sahel, de leur retrait de la CEDEAO. Dans une interview le 30 janvier, le capitaine Ibrahim Traoré, à la tête du Burkina Faso, a indiqué que ce retrait n'était qu'un début et que de nouvelles ruptures avec ce qu'il qualifie de « chaînes coloniales » allaient survenir, n'excluant pas un changement de la monnaie actuellement en cours, le franc CFA. Ces développements peuvent inquiéter les investisseurs qui pourraient craindre de se retrouver avec des créances difficiles à recouvrer en cas de changements radicaux.

Dans la communauté des investisseurs de l'UMOA, on commente peu cette situation, du moins publiquement. Certains estiment aussi que le défi de cette opération burkinabè allait au-delà des bouleversements politiques, avec l'opération en cours, d'un emprunt obligataire de 200 milliards effectué par le Sénégal. Ce dernier emprunt intervient dans un contexte de liquidités limitées en ce début d'année sur le marché monétaire et financier régional. Au total, le Burkina Faso a prévu dans sa Loi de finances 2024 de mobiliser jusqu'à 1 220 milliards FCFA sur le marché sous-régional, alors qu'il doit rembourser 370 milliards FCFA de dettes arrivant à échéance.

AFRIQUE DU SUD

L'assureur Sanlam rachète son rival local Assupol Holdings pour 349 millions \$

La transaction devrait consolider l'offre de produits de Sanlam dans les domaines des services funéraires, de l'épargne retraite et de l'assurance-vie. La société sud-africaine d'assurance Sanlam a annoncé dans un communiqué publié ce vendredi 2 février 2024, le rachat de son rival local Assupol Holdings pour 6,5 milliards de rands (349 millions de dollars) afin de consolider son offre de produits dans le pays le

plus industrialisé du continent. Côtée sur le Cape Town Stock Exchange (CTSE), Assupol Holdings devrait continuer à opérer avec sa propre marque et sa propre identité, sous la direction d'une équipe de gestion distincte, a-t-on précisé de même source. La transaction, qui reste soumise à l'approbation des autorités de régulation du secteur des assurances en Afrique du Sud, devrait consolider l'offre de Sanlam

dans les domaines des services funéraires, de l'épargne retraite et de l'assurance-vie. « Cette transaction nous permettra de renforcer notre stratégie de la forteresse en Afrique du Sud », a déclaré Paul Hanratty, directeur général de Sanlam, cité dans le communiqué. « L'acquisition renforcera non seulement la position d'Assupol sur le marché, mais aussi notre capacité à continuer à offrir une valeur exceptionnelle à nos

clients. Nous sommes enthousiastes à l'idée de ce nouveau chapitre, et nous nous réjouissons des avantages qu'il apportera à la fois à nos employés et à nos clients », s'est félicité de son côté, le président du conseil d'administration d'Assupol Holdings, Reuel Khoza. Sanlam opère dans 31 pays situés notamment en Afrique et en Asie, mais réalise environ 75 % de son chiffre d'affaires en Afrique du Sud.

POUR SA PREMIÈRE ÉMISSION D'OBLIGATIONS LIBELLÉES EN DOLLARS
Le Bénin
cherche à lever 750 millions \$

L'opération qui devrait être lancée la semaine prochaine a été précédée par un roadshow mené par des responsables béninois à Londres et à New York sous la direction du ministre des Finances. Le Bénin cherche à lever environ 750 millions de dollars pour sa première émission d'obligations libellées en dollars américains, a rapporté Reuters le vendredi 2 février 2024, citant trois sources proches du dossier. L'émission qui devrait être lancée la semaine prochaine a été précédée par un roadshow mené par des responsables béninois sous la direction du ministre des Finances, Romuald Wadagni (photo), à Londres et à New York, ont précisé ces sources, indiquant que des réunions en ligne ou présentes ont été aussi organisées avec les investisseurs. L'annonce de la première émission d'obligations libellées en dollars américains par le Bénin fait suite à la récente émission réussie d'un eurobond de 2,6 milliards de dollars par la Côte d'Ivoire qui a obtenu un carnet d'ordres de 8 milliards de dollars et un taux d'intérêt moyen avantageux de 6,61%. Pays membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Bénin n'a jusqu'ici émis que des obligations internationales libellées en euro.

CAMEROUN

Un marché d'aménagement de terres agricoles à 52 milliards FCFA attribué à l'espagnol Incatema

Incatema se présente comme « une entreprise espagnole avec des filiales en Angola, Haïti, République dominicaine et au Royaume-Uni, spécialisée dans le conseil, ingénierie et exécution de projets à vocation internationale, avec pour objectif de contribuer au progrès et à améliorer la qualité de vie là où elle est présente ». L'espagnol Incatema a décroché un marché de gré à gré de près de 52 milliards FCFA pour un projet d'aménagement de 15 280 hectares de terres agricoles dans les départements du Mbéré, du Faro et Déo et de la Vina au Cameroun. Les conventions de financement du projet ont été signées le 30 janvier par Mustapha Sajjad Hussain, directeur exécutif de la Standard Chartered Bank de Londres, et Alamine Ousmane Mey, le ministre camerounais de l'Économie.

Les accords portent sur un crédit acheteur (crédit accordé par la banque du fournisseur pour financer un projet) d'environ 50 milliards FCFA, et un crédit commercial d'environ 2 milliards FCFA, informe Investir au Cameroun. Selon le Minepat, son marché consiste en la construction d'un système d'irrigation d'importantes surfaces cultivables, de réaliser 100 km de routes, de créer plusieurs unités de production et d'acheter divers équipements agricoles. Il est également prévu l'élaboration d'une étude financière permettant de garantir l'emploi des jeunes et de faciliter la commercialisation des produits agropastoraux. « Je me réjouis que l'entreprise Incatema, partenaire technique chargée de l'exécution des travaux, veille à protéger scrupuleusement les cours d'eau de la zone d'influence du projet dans la région de l'Ada-

maoua. (...) De même, la production de l'électricité à base de la biomasse, dans le but d'atténuer les exigences du projet en termes de consommation de l'énergie, occupe une place de choix dans le cahier de charge du partenaire technique », complète Alamine Ousmane Mey. Le projet, dont la date de démarrage n'est pas encore connue, s'inscrit dans le cadre du volet aménagement du territoire du Plan d'urgence pour l'accélération de la croissance économique (Planut). « Il contribuera à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer la croissance économique du pays, tout en prenant en compte les engagements pris par le Cameroun dans la lutte contre le changement climatique au titre de sa contribution déterminée au niveau national (CDBN) », a déclaré Alamine Ousmane Mey.

Concrètement, à moyen terme, il devrait permettre d'accroître les capacités et la productivité d'une agriculture nationale résiliente face aux changements climatiques et à long terme, de « développer une agriculture de seconde génération intelligente, combinant judicieusement l'exigence de transformation structurelle avec celle de préservation de l'environnement ». D'après l'analyse du Cadre Harmonisé (outil d'analyse de la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle) de mars 2023, 11% de la population camerounaise reste encore confrontée à une insécurité alimentaire aiguë. Ce qui représente près de 3 millions de personnes réparties principalement entre les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, record de clôture pour le S&P-500

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, avec un record de clôture pour le S&P-500, alors que de solides bénéfices et les chiffres de l'emploi ont rassuré sur la résilience de l'économie américaine, malgré la crainte que la Réserve fédérale ne repousse la baisse de ses taux.

Sur la semaine, le S&P-500 a pris 1,38%, le Nasdaq 1,12% et le Dow Jones 1,43%. Les trois principaux indices boursiers américains enregistrent ainsi leur quatrième hausse hebdomadaire consécutive. Ce rallye est venu clore une semaine tumultueuse, marquée par des résultats très salués, notamment de Meta Platforms (+20,32%) et d'Amazon.com (+7,9%), une déception sur les taux d'intérêt de la Fed et un regain d'inquiétude face à la faiblesse des banques régionales. "Les bénéfices ont été

solides pour la plupart des entreprises cette semaine, et nous pensons que la réunion de la Fed a été haussière parce qu'elle a correctement fixé les attentes pour les réductions de taux de mai ou juin", a commenté Jay Hatfield, gestionnaire de portefeuille chez InfraCap à New York. Les marchés financiers évaluent désormais à 20,5% la probabilité d'une baisse de taux de 25 points de base lors de la réunion de mars de la Fed, contre 69,6% il y a un mois, selon l'outil FedWatch de CME.

Les États-Unis ont créé 353.000 emplois en janvier, dépassant largement les estimations des analystes, tandis que la croissance des salaires s'est accélérée de manière inattendue, selon le département du Travail. "Concernant les prochains jours, les investisseurs se concentreront sur les bénéfices à venir et les rapports économiques (...) pour évaluer l'ampleur et le calendrier des réductions de taux de la Fed", a renchéri Greg Bassuk, directeur général d'AXS Investments à New York. La saison des résultats se poursuit ainsi avec 230 des entreprises du S&P 500 qui ont publié leurs comptes financiers. Selon les données de LSEG, 80% d'entre elles ont dépassé les attentes de Wall Street. Au total, les analystes prévoient désor-

mais une croissance des bénéfices du S&P 500 de 7,8% en glissement annuel pour la période d'octobre à décembre, ce qui représente une nette amélioration par rapport aux estimations à 4,7% au 1er janvier. Parmi les autres valeurs, les investisseurs ont salué les résultats meilleurs que prévu de la major pétrolière Chevron (+2,94%), tout comme ceux Cigna dans le compartiment de la santé (+5,38%). L'indice Dow Jones a gagné 0,35%, ou 134,58 points, à 38.654,42 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 52,42 points, soit 1,07% à 4.958,61 points, un record. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 267,31 points (1,74%) à 15.628,954.

APRÈS UN SOLIDE RAPPORT SUR L'EMPLOI AMÉRICAIN

Le CAC 40 doute et perd 0,55% sur la semaine

La Bourse de Paris a vu son avance s'effriter après un excellent rapport sur l'emploi américain. Le CAC 40 termine en légère hausse de 0,05%, et le bilan est donc négatif sur la semaine (-0,55%). La Bourse de Paris termine la semaine sans grande conviction après un excellent rapport de l'emploi américain qui vient encore plus appuyer la conviction de la Réserve fédérale américaine de dissiper les attentes excessives pour des baisses de taux en mars. Le CAC 40 a vu ses gains initiaux s'effriter pour clôturer en hausse symbolique de 0,05%, sous les 7.600 points à 7.592,26 points. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice vedette parisien affiche donc une performance négative (-0,55%). Principal rendez-vous de la journée, le dernier rapport sur l'emploi a tenu toutes ses promesses, d'autant plus qu ces données sont toujours suivies pour tenter d'anticiper le prochain mouvement de la Fed. "L'économie améri-

caine est pleine de surprise et la dernière en date est le détonant rapport sur l'emploi", avance Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France. Il montre en effet une impressionnante solidité du marché de l'emploi outre-Atlantique en janvier, avec 353.000 créations d'emplois non agricoles, soit près de deux fois ce que le consensus attendait (185.000 créations de postes). Le chiffre du mois précédent a également été très nettement révisé à la hausse à 333.000 contre une publication initiale de 216 000. Le taux de chômage est à 3,7%, soit un peu moins que les attentes du consensus, à 3,8%. Surtout, les salaires ont accéléré en janvier de 4,5% contre 4,1% en décembre, ce qui rallume pour Alexandre Baradez la question de la boucle salaire-prix. Face à cette surprise majeure, les anticipations de baisse de taux (via les Futures Fed Funds) pour la réunion de mars chutent en-dessous de 20% alors qu'elles continuaient

d'évoluer aux alentours de 50% hier, au lendemain de la réunion de la Fed. Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans américain est repassé au-delà des 4%, à 4,04% après la statistique du jour. Cette impressionnante résistance du marché de l'emploi américain relègue au second rang les excellents résultats de Meta qui flambe de 20,8% tandis qu'Amazon progresse de 7,9% après avoir publié une marge opérationnelle en forte progression au quatrième trimestre. A Paris, Vallourec a gagné 3,10% après avoir annoncé que ses résultats annuels seraient supérieurs à ses prévisions. Sur les autres marchés, l'euro lâche 0,8% face au dollar à 1,0785 dollar après le rapport sur l'emploi américain. Le pétrole repart à la baisse. Le contrat d'avril sur le Brent de mer du Nord plie de 1,4% à 77,60 dollars le baril, tandis que celui de mars sur le WTI coté à New York cède 1,8% à 72,53 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Février 2024					
Valeur : 05 Février 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.7871	134.8021
1	EUR	EURO		145.3948	145.4649
1	GBP	POUND STERLING		170.5087	170.5924
100	JPY	JAPANESE YEN		91.7481	91.7645
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7634	18.7660
1	CHF	SWISS FRANC		155.9314	156.0209
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.1464	100.1874
1	DKK	DANISH KRONE		19.5055	19.5105
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9214	12.9252
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7648	12.7702
1	AED	UAE DIRHAM		36.6937	36.7078
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9413	35.9472
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.9048	438.2383
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0785	43.5115
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4369	13.4384
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8434	27.9864
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5489	3.5493
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.2600	179.2600

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit sur de faibles variations avec les résultats

Les Bourses européennes ont terminé sur de faibles variations vendredi, tandis que Wall Street était dans le vert à mi-séance dans une session marquée par de nombreuses publications qui ont soutenu les cours alors que des indicateurs macroéconomiques mitigés, notamment le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis, ont fait remonter fortement les rendements obligataires. À Paris, le CAC 40 a fini quasiment stable (+0,05%) à 7.592,26 points après être monté en séance jusqu'à 7.644,13 points, deux jours après son pic historique à 7.702,95 points. L'indice parisien a sous-performé les au-

tres places européennes en raison d'une poursuite des dégagements sur des titres comme Dassault Systèmes (-2,56%) et Sanofi (-2,18%), qui ont publié jeudi leurs comptes trimestriels. L'automobile, avec des titres comme Renault (+2,62%) et Stellantis (+2,28%), ont cependant limité la baisse. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a affiché une perte de 0,54%. Le Footsie britannique a perdu (-0,09%), avec le repli des matières premières. Le Dax allemand, qui a inscrit en séance un record à 17.004,55 points, a avancé de 0,35%. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,34% et le FTSEurofirst 300 a terminé

inchangé. Le Stoxx 600 a lui aussi touché un sommet inédit en séance à 487,66 points, avant de finir sur un gain de 0,01%. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones, plombé notamment par Apple (-0,18%) est volatil mais gagne 0,1%. Le Standard & Poor's 500 avance de 0,91% et le Nasdaq de 1,52%. Les solides résultats trimestriels publiés jeudi soir par Amazon (+8,02%) et surtout Meta Platforms (+21,27%), qui va verser pour la première fois un dividende à ses actionnaires, offrent un important soutien aux indices. La maison mère de Facebook tire les réseaux sociaux Snap

(+6,93%) et Pinterest(+4,61%). En Europe, le compartiment des nouvelles technologies a fini sur un gain de 0,24%. La publication par le département américain du Travail du rapport mensuel sur l'emploi, qui a fait état de 353.000 créations de postes en janvier, éloignant en principe la perspective d'une baisse imminente des taux de la Réserve fédérale (Fed), n'est pas parvenue à étouffer complètement l'enthousiasme des marchés. Selon Richard Flynn, directeur général de Charles Schwab UK, les investisseurs commencent à s'accommoder à un environnement de taux élevés et de résilience de l'économie.

CHINE

Le FMI table sur un ralentissement durable de la croissance

Le Fonds monétaire international estime que le pays est notamment fragilisé par les incertitudes liées à une crise inédite de l'immobilier et le contexte international.

La croissance économique en Chine est amenée à ralentir ces prochaines années, fragilisée notamment par les incertitudes liées à une crise inédite de l'immobilier et le contexte international, a mis en garde vendredi le FMI. Le produit intérieur brut (PIB) du pays devrait ralentir durablement à 4,6% cette année puis 3,5% à l'horizon 2028, indique le Fonds monétaire international (FMI), dans un rapport consacré à la conjoncture en Chine. L'immobilier et les exportations sont de longue date deux piliers pour la croissance de la deuxième économie mondiale et font vivre chacun plusieurs millions d'employés. Mais les déboires financiers de promoteurs emblématiques (Evergrande, Country Garden...) alimentent désormais la défiance des acheteurs, ce qui se répercute sur l'activité de centaines de milliers de sous-traitants. Les exportations chinoises ont pour leur part connu l'an dernier leur premier repli depuis sept ans, pénalisées par les tensions géopolitiques et une demande mondiale atone.

"Nous n'en sommes qu'au début"

"Le secteur immobilier est au milieu d'une transition sur plusieurs années pour devenir durablement plus petit (...) et nous n'en sommes qu'au début", a souligné la responsable Chine du FMI, Sonali Jain-Chandra, à plusieurs médias dont l'AFP. Cette tendance se poursuivra en 2024, a-t-elle souligné. Le gouvernement a bien multiplié ces derniers mois les mesures de soutien au secteur, sans résultat dans l'immédiat. "Il reste encore beaucoup à faire", a estimé Sonali Jain-Chandra. "Clairement, les difficultés (financières) des promoteurs et les chantiers inachevés posent des risques de crédit", a mis en garde son collègue du département Asie-Pacifique du FMI, Thomas Helbling. Un tribunal de Hong Kong a ordonné lundi la liquidation d'Evergrande, l'ex-numéro un de l'immobilier en Chine, dont l'endettement astronomique avait été chiffré l'an dernier à 328 mil-

liards de dollars (301,5 milliards d'euros actuels).

5,2% de croissance en 2023

Il n'est toutefois pas clair comment cette décision pourrait s'appliquer au système judiciaire distinct de la Chine continentale, où le groupe est basé, et comment les créanciers à l'étranger pourront récupérer leurs actifs. La baisse de productivité et le vieillissement de la population chinoise sont également cités comme facteurs du ralentissement économique. La Chine a signé l'an dernier l'une des croissances les plus faibles en trois décennies (5,2%), selon un chiffre officiel qui laisse dubitatifs certains économistes. Son PIB a cru de 5,2% sur un an, mais la comparaison se fait avec 2022 lorsque les restrictions contre le Covid-19 avaient lourdement pénalisé l'activité. L'objectif pour cette année doit être fixé en mars.

HSBC

La banque frappée d'une amende pour «sérieux manques» dans la protection des dépôt

Dans un communiqué, l'Autorité de régulation prudentielle déplore «de nombreuses années d'échec à mettre en place correctement les mesures réglementaires de protection des dépôts». L'autorité britannique de régulation bancaire, la PRA, a frappé le géant britannique HSBC d'une amende de 57,4 millions de livres pour «sérieux manques» dans la protection des dépôts de ses clients, la seconde sanction la plus forte qu'elle ait jamais infligée. Dans un communiqué mardi, l'Autorité de régulation prudentielle, une instance de la Banque d'Angleterre, déplore «de nombreuses années d'échec à mettre en place correctement les mesures réglementaires de protection des dépôts». L'ampleur de l'amende reflète «la gravité de ces manquements», précise le communiqué. Le régulateur note en particulier que HSBC avait marqué 99% des dépôts à même de bénéficier d'un système de compensation financière comme étant «inéligibles». «La banque n'a pas respecté ses obligations (...) et ne nous a pas dévoilé ces manquements à temps», dénonce Sam Woods, gouverneur adjoint de l'autorité de régulation prudentielle (PRA). Le régulateur note toutefois qu'HSBC a coopéré et reconnu rapidement certains échecs, ce qui s'est traduit par une forte réduction de la sanction, qui sans cela aurait pu atteindre 96,5 millions de livres. «La PRA ne considère pas que les infractions aux mesures réglementaires» d'HSBC étaient «délibérées», précise le communiqué.

ALLEMAGNE

L'inflation au plus bas depuis juin 2021

L'inflation en Allemagne est nettement repartie en baisse à 2,9% sur un an en janvier, au plus bas depuis juin 2021, de quoi inciter la BCE à baisser ses taux d'intérêt plus tard dans l'année, selon des chiffres publiés jeudi. La hausse des prix à la consommation a reculé de 0,8 point de pourcentage par rapport à décembre, où elle avait rebondi à 3,7% sur un an, après cinq mois de baisse d'affilée, a indiqué l'Institut fédéral de la statistique Destatis dans un communiqué.

L'inflation repart à la hausse en janvier

L'inflation est repartie à la hausse en Italie en janvier, à 0,8% sur un an, après 0,6% en décembre, selon des données provisoires publiées jeudi par l'Institut national de la statistique (Istat). Cette légère remontée des prix à la consommation est surtout due à une moindre baisse des tarifs des produits énergétiques réglementés et une hausse des prix des aliments non transformés, explique l'Istat. L'inflation en Italie reste nettement inférieure à celle de la moyenne de la zone euro qui s'est établie en janvier à 2,8% sur un an, après 2,9% en

décembre. Sur l'année 2023, les prix à la consommation avaient augmenté en moyenne de 5,7% en Italie, après 8,1% en 2022, grâce à l'accalmie sur les tarifs de l'énergie. Les prix des produits énergétiques réglementés ont vu leur chute s'atténuer en janvier (de -41,6% à -21,4%). Parallèlement, les prix des aliments non transformés ont accéléré leur hausse (de +7% à +7,5%).

Disparate selon les secteurs

Le «panier de la ménagère» (produits alimentaires, produits

de nettoyage et produits de soin et d'hygiène) a connu lui aussi une légère accélération des prix, passant de +5,3% à +5,4%. Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté de 0,3%. La hausse de l'indice d'inflation calculé selon les normes harmonisées de l'Union européenne (IPCA) a été légèrement supérieure au taux publié par l'Istat, atteignant 0,9% en janvier sur un an, contre 0,5% en décembre. L'inflation devrait ralentir à 1,9% sur l'année 2024 et 1,8% en 2025, selon la Banque d'Italie.

ECONOMIE

Quels sont les pays européens qui gèrent le mieux leur argent ?

Un nouveau rapport suggère que de nombreux adultes ne possèdent pas les compétences nécessaires pour comprendre et gérer les situations financières difficiles. Selon un nouveau rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), seuls 34 % des adultes possèdent un niveau minimum de connaissances financières. Cela signifie que la majorité des individus, du moins dans les 39 pays étudiés, ne savent pas gérer efficacement leurs épargnes et leurs dépenses. Dans son rapport, l'OCDE souligne également la vulnérabilité de ceux qui ne disposent pas des connaissances financières de base, en particulier à une époque où la flambée des prix pèse sur les portefeuilles.

"La forte inflation et la hausse des taux d'intérêt ont mis en évidence l'importance de doter les gens de connaissances et de compétences financières pour faire face à des situations économiques difficiles", explique Chiara Monticone, analyste principale des politiques à l'OCDE, lors d'un entretien avec Euronews Business. Elle ajoute : "les résultats de notre enquête montrent que si la plupart des adultes comprennent les concepts financiers de base, les connaissances et les compétences financières globales pourraient être améliorées de manière significative, y compris en ce qui concerne les services financiers numériques." L'OCDE a attribué un score de compétence financière à chacun des 39 pays étudiés.

Qui est en tête du classement en Europe ?

Si l'on considère les scores moyens de l'ensemble des populations, seules l'Irlande et l'Allemagne ont atteint le seuil minimal de 70 points sur 100 en matière de culture financière. Cette dernière est également arrivée en tête de l'étude plus large de l'OCDE. Outre les disparités internationales, le rapport fait état de variations entre les différents groupes de population au niveau national. Les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur ont tendance à mieux gérer leur argent, de même que celles qui ont des revenus plus élevés et celles qui ont un emploi. Le sexe et l'âge sont d'autres facteurs qui

contribuent à cette situation. Dans les pays étudiés par l'OCDE, les personnes âgées de 30 à 59 ans ont généralement des niveaux de connaissance financière plus élevés que les personnes âgées de 18 à 29 ans. En moyenne, les hommes obtiennent également des résultats légèrement supérieurs à ceux des femmes.

Connaissance des concepts fondamentaux

En ce qui concerne les principes financiers clés, l'OCDE indique que 84 % des adultes comprennent la définition de l'inflation, mais que seuls 63 % d'entre eux peuvent appliquer la notion de "valeur temporelle de l'argent" à leur propre épargne.

RÉTROMOBILE (2024)

Ce délicieux salon où la nostalgie fait encore recette

Qu'est-ce qui fait le succès jamais démenti du Rétromobile ? Quelles sont les tendances de cette édition 2024 ? En somme, pour quelles raisons s'y rendre n'est jamais une option...

Depuis près de cinquante ans, Rétromobile est à Paris ce que la "car week" est en Californie à la mi-août, avec une semaine émaillée d'expositions, de ventes aux enchères, et de courses historiques. Même s'il est plus modeste que l'événement américain, le salon parisien rassemble les amateurs et les professionnels du véhicule de collection, et attire les plus fameuses maisons de ventes aux enchères, sur son site comme dans la capitale. Au-delà des multiples articles relatant les modèles présentés et les différents événements, il nous a semblé intéressant de dégager les tendances de Rétromobile cette année.

Les évolutions marquantes

Si la configuration du salon demeure traditionnelle, avec ses trois halls dédiés aux marchands d'automobiles internationaux et aux vendeurs particuliers, aux revendeurs de pièces et d'accessoires, aux brocanteurs spécialisés, aux prestataires de services, à la vente aux enchères Artcurial et aux clubs d'amateurs, quelques évolutions sont apparues.

La plus visible est celle consacrée aux deux-roues, avec un espace important réservé à la moto : plateau célébrant la saga Monneret, célèbre famille de champions motocyclistes ; stands de constructeurs retraçant leur histoire ; marchands et fournisseurs de pièces, d'équipements et de services. Également en progression, la place accordée au retrofit, phénomène controversé chez les amateurs puisqu'il consiste à passer du moteur thermique à l'électrique, au prix d'une certaine dénaturation du véhicule historique (et d'une conversion se chiffrant à plusieurs milliers d'euros). Cela peut se concevoir sur de courantes citadines à bas prix comme des Fiat 500, Renault 5 ou Citroën 2CV et Méhari, mais le voir sur une Austin Healey ou une Porsche 912... fait grincer les dents. De nouveaux constructeurs apparaissent, comme Skoda, avec une superbe (c'est le cas de le dire) exposition du modèle Superb depuis son origine. Les constructeurs sont d'ailleurs toujours nombreux à saisir l'opportunité de Rétromobile pour présenter un nouveau modèle tout en commémorant un anniversaire à l'instar de Renault ou Porsche. A propos d'anniversaire, les marchands connaissent l'Histoire et sélectionnent des autos dont c'est justement l'année charnière, comme pour l'emblématique Mercedes 300 SL qui n'a pas manqué ses 70 ans. Une quinzaine de cette icône pouvait être admirée, et acquise chez les marchands, comme au club de la marque.

Les négociants en automobiles de collection redoublent d'efforts pour attirer l'œil du client, ou du chaland, et susciter l'enthousiasme des photographes. Des espaces toujours plus vastes, avec des réceptifs VIP et surtout des véhicules exceptionnels (et chers). Difficile de les départager, mais saluons le spécialiste anglais, ou plutôt écossais bien que situé à Londres, Fiskens, dont le patron et les vendeurs recevaient leurs invités en kilt, et qui n'avait pas hésité à apporter le camion transporteur de l'Ecurie



Ecosse avec des authentiques Jaguar type C et D contemporaines. Notons aussi les spectaculaires présentations de Lukas Huni et de Joe Macari, ou de l'horloger Richard Mille ayant réuni un parterre de Ferrari victorieuses des 24 Heures du Mans qui n'étaient pas à vendre.

La revanche des femmes et des jeunes

Une autre évolution a marqué les esprits des habitués : la foule lors de la soirée du mardi, réservée aux invités et aux médias. Les allées et stands étaient pratiquement aussi bondés que le premier jour d'ouverture au public. Incontestablement, les exposants et sans doute les organisateurs, ont largement distribué leurs invitations, et les heureux élus ont répondu présent. On peut supposer que des stratégies commerciales expliquent cet engouement, du moins l'espère-t-on pour les exposants, car cela a un coût en entrées payées et buffets garnis. S'agissant de la fréquentation, il est par ailleurs intéressant de noter que les femmes et les jeunes sont plus nombreux d'année en année. Les Rétromobile d'antan, quasi exclusivement visités par des gentlemen drivers et des papys à casquette (il y en a toujours...) laissent désormais de la place à la gent féminine et aux jeunes gens. Les premières revendiquent du reste leur passion en se constituant en clubs et en organisant des rallyes 100% féminins, et les seconds, sans doute attirés par les « yougtimers » veulent aussi assouvir leur part de nostalgie avec des automobiles des années 80 et 90. Rouler en BX à 20 ans n'a plus rien de ringard.

Les tendances durables

Comme chaque année, l'amateur comme le plus blasé des collectionneurs, reste ébahi par la qualité et la rareté des modèles exposés. De ce point de vue, Rétromobile ne cesse de monter en gamme depuis quelques années et rivalise avec les plus beaux salons étrangers tels Essen ou Maasticht. Heureusement, si le rêve inaccessible se concentre sur le hall 1, le 3 revêt un caractère plus populaire avec les clubs de marques, dont certaines sont abordables, et l'exposition de véhicules à moins de 25 000 euros (mais cependant, hélas, très surcotés pour un grand nombre), dont l'es-

pace s'est accru cette année. Ainsi le salon présente deux visages : plus élitiste et guindé d'un côté, et plus authentique et convivial de l'autre. Au milieu, dans le hall 2, une fois passé le couloir occupé par les véhicules relatant les grandes heures du rallye Paris Dakar, les motards cohabitent singulièrement avec le stand Artcurial, dont l'accès très protégé impose l'achat de son épais catalogue pour déambuler autour de la centaine de véhicules mis à l'en-



Les voitures occupent logiquement le plus d'espace, notamment celles qui sont à vendre, au détriment de la brocante, ou Automobilia, dont la place se restreint un peu plus chaque année. C'est dommage car elle attire les authentiques amateurs et génère une ambiance bon enfant, du fait de négociations parfois hautes en couleur. C'est encore le seul endroit où le marchandage est de mise à Rétromobile. Quelques vendeurs exposent d'ailleurs des pièces remarquables comme de beaux jouets en tôle, des catalogues rarissimes, ou de spectaculaires plaques émaillées. Les prix sont certes élevés, mais le plaisir des yeux est gratuit.

Les divas, d'ici et d'ailleurs

Enfin, un phénomène se confirme : l'attrait pour les véhicules en état d'origine, bien patinés, voire bien usés, avec si possible, la poussière d'époque. Il était amusant de

voir, au milieu de voitures restaurées aux plus hauts standards, une auto cabossée ou rouillée, avec son intérieur décati et ses pneus lisses. Certaines, de ce que le profane pourrait qualifier d'épaves, suscitent pourtant non seulement de l'intérêt, mais une véritable convoitise régulièrement constatée par des résultats d'enchères astronomiques. Ainsi, au gré des stands, pouvait-on découvrir une Renault NN quasi centenaire jamais restaurée, l'une des premières Citroën DS de 1957, arborant encore son immatriculation originelle également jamais restaurée, ou une Mercedes 300 SL couverte de poussière.

Schizo' les collectionneurs ?

Chez Artcurial aussi, plusieurs voitures « sorties de grange » trônaient parmi les divas italiennes ou germaniques en état concours. Il ne serait pas surprenant que la Bugatti 57 Galibier de 1934 dans un très bel état de préservation et à l'historique limpide (estimée quand même entre 250 et 350 000 Euros) soit âprement disputée. Les automobiles ayant conservé par exemple leur sellerie initiale, ou leur moteur et boîte de vitesse d'origine, sont davantage recherchées aujourd'hui que la même avec un intérieur neuf ou une mécanique par-

faite mais changée. Le fameux "matching number" (numéros châssis-moteur-boîte d'origine) confère une plus-value au véhicule, et aboutit parfois au paradoxe d'un prix plus élevé pour une automobile originale intouchée que pour la même restaurée à grands frais.

Pourtant, une véritable automobile d'origine supposerait que l'air dans les pneus le soit aussi, comme l'essence dans le réservoir et qu'elle n'ait donc pas roulé au-delà d'un plein de carburant... Il y a parfois un peu de schizophrénie chez les collectionneurs.

Mais que serait Rétromobile sans ces passionnés ? Une fois de plus, comme depuis 1976, ce salon enchante le public le plus exigeant et ouvre la saison française des événements dédiés aux véhicules d'époque. Pendant quelques heures, on se laisse ainsi aller à flâner et à rêver. Loin des tracasseries, à goûter l'instant présent en se plongeant avec délice dans le passé.

GIMS, KYLIAN MBAPPÉ, ELON MUSK...

Facebook envahi de deepfakes vantant les cryptos

Gagner de l'argent rapidement en jouant, c'est ce qu'affirme Gims au micro d'Anne-Claire Coudray dans le JT de TF1. Si vous pensez que c'est trop beau pour être vrai, vous avez raison. Il s'agit d'un des nombreux deepfakes qui circulent sur Facebook.

Si vous n'avez pas souscrit l'abonnement payant que Facebook et Instagram proposent, vous avez certainement vu circuler sur votre fil d'actualité ce genre de vidéos grossièrement montées et dopées à l'intelligence artificielle, dans laquelle Gims vante les mérites d'une application de jeu promettant de l'argent rapidement et facilement. Il s'agit bien entendu d'un "deepfake" utilisant probablement une intelligence artificielle pour usurper la voix d'Anne-Claire Coudray et diffuser des propos inventés. Elle combine des extraits d'images décontextualisées pour encourager le téléchargement de l'application mentionnée. TF1 a confirmé que cette séquence du JT d'Anne-Claire Coudray est fausse et n'a jamais été diffusée sur leur antenne. Méfiez-vous donc des contrefaçons, comme le veut la formule consacrée, car plutôt que de vous en faire gagner, ces contenus ne

souhaitent qu'une chose, vous faire dépenser de l'argent, voire vous arnaquer.

Investissement dans les cryptos, appli de jeux d'argent, les célébrités cuisinées à toutes les sauces

Ce modèle, tout comme ses codes, est loin d'être nouveau ni isolé. De nombreuses stars ou personnalités publiques ont été utilisées à leur insu dans ces vidéos promotionnelles publiées sur les réseaux sociaux. Les exemples incluent Kylian Mbappé promouvant un jeu de "machines à sous" à partir d'une interview de mai 2022 avec un audio manipulé, ainsi que Laurent Delahousse annonçant l'arrestation d'Elise Lucet pour avoir divulgué une "méthode de revenus cachée par le gouvernement" avec une modification audio d'un JT de France 2 de mai 2019.



Les internautes peuvent également tomber dans le piège de la fausse interview dans une émission de divertissement ou un grand titre de presse. C'est ainsi que l'on pourra se faire avoir par une fausse inter-

view de la présentatrice Alessandra Sublet dans l'émission "Quotidien" présentée par Yann Barthès ou encore l'humoriste montan du moment, Redouane Bougheraba dans Libération. Dans les deux cas, les publications tentaient de faire croire à une censure de leurs déclarations concernant une astuce pour gagner de l'argent rapidement et facilement. Là encore, tout est faux, et grossièrement présenté. Quant à Elon Musk, ne nous y trompons pas, il n'a jamais fait la promotion d'une plateforme d'investissement en ligne dans une vidéo, qui n'est rien d'autre qu'un grossier montage de son intervention au cours d'un sommet sur l'IA en 2023.

Une campagne d'arnaques et de fake news au long cours

Si ces publications utilisent des procédés nouveaux, comme le montage vidéo, le doublage vocal synthétique ou l'intelligence artificielle, la méthode, elle, ne date pas d'hier. Plus grave, ces campagnes, comme "Facebook Hustles" ou "Doppelganger", copient les médias occidentaux dans le but de diffuser des fake news, notamment sur le conflit en Ukraine. D'autres procédés usurpent des comptes vérifiés, des ONG ou même des pages gouvernementales, pour diffuser ces deepfakes, toujours à l'insu de ces comptes ou personnalités utilisées. Selon Alexandre Alaphilippe, directeur exécutif de l'ONG EU DésinfoLab, «Ce qui est plus inquiétant, c'est que ce genre d'arnaque circule depuis maintenant presque dix ans sur Meta et que ça continue à circuler assez facilement. Les utilisateurs de Facebook ne sont pas en sécurité sur la plateforme parce qu'ils peuvent se faire avoir et donner de l'argent à des cybercriminels ». Même si les campagnes de lutte contre la désinformation et les dangers des arnaques en tous genre sur les réseaux sociaux sont désormais connus de tous, il ne faut pas perdre de vue que le but de ces arnaques est de pousser les internautes à s'inscrire sur des sites de trading frauduleux. La vigilance est donc de mise, car il ne faut pas oublier, « Si c'est gratuit, c'est vous le produit! »

À PEINE SORTI

L'Apple Vision Pro a déjà le droit à un correctif de sécurité

Aux États-Unis, où le casque est presque exclusivement distribué pour le moment, Apple aurait déjà vendu près de 200 000 exemplaires de son fameux Vision Pro. Et l'engin commence tout juste à arriver chez ses premiers acheteurs qui constatent que celui-ci est livré... avec une mise à jour de sécurité. Peu importe l'appareil que l'on utilise aujourd'hui, tout (ou presque) est sujet à évoluer par le biais des désormais indispensables « mises à jour ». En plus de nos smartphones, ce sont nos voitures, nos ordinateurs, nos montres, nos manettes et consoles de jeux

vidéo, nos balances connectées, nos écouteurs sans-fil, nos frigos ou encore nos aspirateurs qui peuvent tous bénéficier d'une mise à jour logicielle.

Des mises à jour aussi pour le Vision Pro (forcément)

Ce vendredi 2 février est un grand jour pour le géant Apple, puisque la société commercialise enfin son « premier ordinateur spatial » Vision Pro. Le casque de groupe américain est affiché au prix de 3 499 €, et est animé par un tout nouveau système d'exploitation : VisionOS. À quelques jours de son lance-

ment, le Vision Pro avait déjà bénéficié d'une première mise à jour, permettant de faire évoluer le système d'exploitation en version VisionOS 1.01. Toutefois, cela n'empêchera pas les premiers acheteurs de devoir effectuer une nouvelle mise à jour du système.

Une faille de sécurité détectée sur le Vision Pro

En effet, Apple continue de peaufiner l'interface de son nouveau bijou technologique, et cela se traduit par une version 1.02 de VisionOS, tout récemment mise en ligne. Outre diverses optimisations, cette nouvelle mise à jour vient sur-

tout corriger une faille de sécurité découverte au sein de Webkit. Apple a déclaré que la faille, si elle venait à être exploitée, pouvait permettre l'exécution d'un code malveillant. La récente mise à jour iOS 17.3 est elle aussi venue corriger une faille similaire récemment. Dernièrement, ce même Vision Pro signé Apple était pointé du doigt pour une autre bizarrerie technique, à savoir la présence... d'un port Lightning. En effet, pas d'USB-C ici (comme sur les iPhone 15), mais une toute nouvelle connectique inédite, dérivée de l'ancien standard de chez Apple.

Brèves

Un ancien de la CIA condamné pour l'affaire Wikileaks

Ancien développeur de l'agence de renseignement américaine, Joshua Schulte a été reconnu coupable du plus grand vol d'informations classifiées de l'histoire de la CIA et été condamné jeudi à 40 ans de prison. Le juge de district américain Jesse Furman l'a condamné pour « espionnage, piratage informatique, outrage au tribunal, fausses déclarations au FBI et pédopornographie ». Joshua Schulte avait déjà été reconnu coupable en juillet

2022 de quatre chefs d'accusation d'espionnage et de piratage informatique et d'un chef d'accusation de mensonge aux agents du FBI, après avoir transmis des documents classifiés à Wikileaks dans le cadre de la fuite dite Vault 7.

Amazon lance l'assistant IA Rufus

Le spécialiste du e-commerce lance un assistant d'achat basé sur l'IA générative. Baptisé Rufus, cette application répond à des questions simples sur les produits et services proposés sur la place de marché en ligne d'Amazon. «

Rufus est un assistant d'achat expert alimenté par une IA générative et formé sur le vaste catalogue de produits d'Amazon, les commentaires des clients, les questions-réponses de la communauté et les informations provenant de l'ensemble du Web pour répondre aux questions des clients sur une variété de besoins d'achat et de produits », a fait savoir la société. « Rufus améliore considérablement la facilité avec laquelle les clients trouvent et découvrent les meilleurs produits pour répondre à leurs besoins, en s'intégrant de manière transparente dans l'expérience d'achat Amazon qu'ils utilisent régulièrement ».

Zoom supprime 150 postes

L'éditeur spécialiste de la visioconférence a annoncé couper 2 % de sa masse salariale, soit environ 150 postes. « Nous évaluons régulièrement nos équipes pour nous assurer qu'elles sont en phase avec notre stratégie », a déclaré un porte-parole de Zoom à CNBC. Ce n'est pas la première fois que l'éditeur tranche dans ses effectifs, cela avait déjà été le cas en février dernier avec à l'époque une vague de licenciements bien plus importante qui a balayé 1 300 postes soit 15 % de ses effectifs.

Mots fléchés

Naturalistes		Titre de courtoisie		Gueule noire		Couvrent les jambes		Coutumes		Un de Troie		Fils de Dédale	
Crescendo		Ladronerie		Épluchure				Chargés d'un poste		Crée parfois la surprise			
												Serpente dans la campagne	
Gaz rare						Positionnera							
Figures													
							Perche						
							Dispositif de machine à écrire						
Début le dimanche			Académie			Supprimés					Légumineuse	Appris	
Proportion													
						Unis							Acidulé
Île de France			Nom d'artiste		Ville du Nigeria				Épais				
Le matin									Propres				
		Saint de Bigorre			Singes araignées	Boîtes à votes						Condiment	
		Épée				Saint normand							
Conifères											Terminaison verbale		
Triviale				Partenaire							Accident		
				Tartine grillée						Enzyme			
				Veste prussienne									
Grosse cochonne						Cornières				Vélo des champs			
Petite cale										Note en marge			
		Subtils							Département				Filles
		Attachées							Futur officier				
Affluent du Rhône						Tranquille		Vent du sud					
								L'Estonie en VO					
Évalua	Théâtres		Collines du Roussillon							Officier turc			
			Actinium en court							Longue période			
				Surface plane	Guide la mine		Accessoire de cavalier						
Défraichi							Titre anglais				Mot de révolte		
Autrement beau							Grand lac				Souverain		
			Entrer									Canton suisse	
Bourgeon					Mélodie					Propose un choix			Argon au labo
										Carte maîtresse			
De ce monde			Refuge					Monnaie du Nigeria					
Installa													
					Le canard n'en a pas						Iridium du chimiste		

Près de 2,4 millions de visiteurs en 2023

L'entreprise publique chargée de la gestion du jardin d'essai du Hamma (Alger), a annoncé, dans un communiqué, avoir enregistré une affluence record de 2.398.473 visiteurs en 2023, tant au niveau du jardin botanique que du jardin zoologique. Il s'agit de 1.751.372 visiteurs adultes, 386.556 enfants et 260.545 visiteurs dans le cadre de groupes, a précisé l'entreprise dans son bilan d'activités pour l'année 2023.

REPRÉSENTANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha entame une visite officielle en Arabie saoudite

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, entame, à partir de ce samedi, une visite officielle au Royaume d'Arabie saoudite, en qualité de représentant du président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, indique le ministère dans un communiqué. "En qualité de représentant de Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle au Royaume d'Arabie saoudite, à partir d'aujourd'hui 3 février 2024, pour prendre part à la 2ème Edition du Salon Mondial de Défense à Ryad, prévue du 4 au 8 février 2024", précise le communiqué. "Aussi, Monsieur le Général d'Armée va saisir cette opportunité pour visiter des structures relevant des Forces Armées saoudiennes et rencontrera des responsables militaires saoudiens, en vue d'étudier les voies du renforcement de la coopération bilatérale et d'examiner les questions d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'or en petite forme, le cacao explose, le cuivre stable

Le cours de l'or s'est légèrement relevé sur la semaine, en raison des spéculations sur le calendrier d'une première réduction des taux de la Réserve fédérale (Fed), également quelque peu porté par la prime de risque géopolitique. L'imminence d'une prochaine baisse de taux de la Fed plombe traditionnellement le dollar et favorise l'or, considéré comme une valeur refuge concurrente du billet vert. Le cacao n'en finit plus de grimper à de nouveaux records, passant même la barre des 5.000 dollars la tonne vendredi à New York, face aux craintes d'une pénurie chez les principaux producteurs. Vendredi, le cacao à Londres a même culminé à 3.980 livres sterling la tonne, un prix record enregistré depuis le début du contrat en 1989, au-dessus donc des précédents records atteints pendant la guerre civile en Côte d'Ivoire. Ce même jour à New York, la tonne de cacao a touché son plus haut prix depuis 1977, soit 46 ans, à 5.027 dollars, franchissant au passage la barre symbolique des 5.000 dollars. Les cours ont déjà grimpé d'environ 17% sur les deux marchés depuis le début de l'année. A Londres, la tonne de cacao pour livraison en mai 2024 valait 3.973 livres sterling, contre 3.679 livres sterling une semaine plus tôt en fin de séance. A New York, la tonne pour livraison en mars 2024 valait dans le même temps 5.017 dollars, contre 4.672 dollars vendredi dernier. Les prix du cuivre ont stagné sur la semaine, pris entre les feux d'une possible réduction de la production, et les craintes sur la demande en Chine.



MOHAMED LAGAB, MINISTRE DE LA COMMUNICATION

«Il faut impérativement préserver le rôle de la radio locale »

Le ministre de la Communication, Mohamed Lagab, a mis l'accent sur l'impératif de préserver le rôle des radios locales et l'information de proximité, et ce, à l'occasion d'une réunion tenue ce dimanche au siège de son ministère en présence du Directeur général de la Communication à la Présidence de la République, Kamel Sidi Saïd, du Directeur général de la Radio algérienne, Mohamed Baghali, ainsi que les directeurs des radios locales. « L'information de proximité et la radio locale revêtent une grande importance, car elles traduisent le droit du citoyen à l'information. Le citoyen souhaite se retrouver dans l'information qui lui ai transmise lorsqu'il écoute la radio ou bien parcourt un journal de presse écrite qui répercute ses besoins », a déclaré M. Lagab. Le ministre de la Communication s'est dit convaincu que les radios locales peuvent être le porte-voix du citoyen auprès des autorités locales. Pour lui, elles incarnent le droit du citoyen à l'information, d'un point de vue théorique et pratique. « L'Etat est en train de fournir des efforts considérables dans ce sens, mais également dans la lutte contre les fakenews qui fait aussi partie de

nos obligations », a-t-il ajouté. Sur un autre registre, le ministre de la Communication a évoqué les nouvelles lois de l'information tout en rappelant qu'elles sont entrées en vigueur, de ce fait, leur application est devenue une obligation. « J'espère que les médias publics vont donner l'exemple dans le respect et l'application des lois », a souhaité M. Lagab.

Radio Bouira diffusera 24h/24 à partir du 13 février

Pour sa part, M. Baghali a présenté un bilan des heures de diffusion de la Radio algérienne. « La Radio nationale diffuse par jour pas moins de 1017 heures de programmes. Quant aux radios locales, elles sont tenues de diffuser pas moins de 758 programmes au quotidien. Nous avons deux radios locales qui diffusent durant 17 heures par jour, alors que 37 autres diffusent pendant 13 heures », a-t-il indiqué. Concernant les radios qui diffusent dans les deux langues nationales, l'arabe et l'amazighe, elles sont au nombre de 27, a fait savoir M. Baghali. Le DG de la Radio algérienne a annoncé

également que la Radio de Bouira va diffuser ses programmes 24h/24 à partir du 13 février prochain, et ce, à l'occasion de la journée mondiale de la Radio. Ladite station va ainsi rejoindre les 11 autres radios locales qui diffusent aussi en permanence, nuit et jour. Développer les radios locales est l'une des priorités du président de la République. De son côté, le DG de la Communication à la Présidence de la République a fait savoir que le développement des radios locales est l'une des priorités du président de la République. « Développer, moderniser les radios locales et leur donner le rôle qui leur est dévolu est l'une des priorités du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Depuis son élection, il a organisé plusieurs réunions dans le but de développer les radios locales », a indiqué M. Sidi Saïd avant d'ajouter « Dans son programme, le président de la République a mis le citoyen au cœur des préoccupations de l'Etat. Dans cette perspective, les radios locales jouent un rôle prépondérant en donnant la parole aux citoyens pour relayer ses soucis et refléter une bonne image de leur wilaya ».

Source : Radio

ALGÉRIE-LIBYE

Attaf remet un message écrit du Président Tebboune à El-Menfi

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a été reçu, samedi à Tripoli, par le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed Younes El-Menfi, à qui il a remis un message écrit de son frère, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre a été « une occasion de passer en revue l'état et les

perspectives des relations algéro-libyennes, et de saluer les liens historiques, fraternels et de solidarité enracinées entre les deux pays et peuples frères », précise la même source. « Les deux parties ont évoqué, en outre, plusieurs dossiers régionaux et internationaux d'intérêt commun, en tête desquels la cause palestinienne, les développements de la situation dans la bande assiégée de Ghaza, ainsi que les derniers

développements sécuritaires et politiques dans la région sahélo-sahélienne », lit-on dans le communiqué. Pour la situation en Libye, pays frère, M. Attaf a réitéré « la disposition de l'Algérie à contribuer, de par sa position au sein du Conseil de sécurité, à défendre les préoccupations et les priorités des frères libyens, en vue d'accélérer la réalisation d'une solution libo-libyenne à même de mettre fin définitivement

à la crise », précise le communiqué. Au terme de l'audience, « le président du Conseil présidentiel libyen a chargé le ministre Ahmed Attaf de transmettre ses salutations et son estime à Monsieur le Président de la République, ainsi que sa volonté de le rencontrer prochainement, dans l'espoir de poursuivre ensemble la coordination au mieux des intérêts et des aspirations des deux pays et peuples frères », conclut le communiqué.

OUED EL HARRACH

Fin des travaux de dépollution en mars prochain

Le projet d'aménagement d'Oued El Harrach, long de 67 km dont 18,2 traversent la capitale comprend des opérations de dragage et de protection des talus et de réalisation de murs de soutènement, des aménagements paysagers et la dépollution du bassin de l'oued qui traverse quatre wilayas. Les travaux d'aménagement et de dépollution d'Oued dont l'environnement devraient s'achever en mars prochain, selon l'EPIC ECOLOH de la wilaya d'Alger. L'un des plus importants cours d'eau en

Algérie prend naissance dans la localité de Hammam Melouane et se jette dans la Méditerranée. Connu pour son faible débit durant l'été et des crues torrentielles en hiver, Il traverse la plaine de Mitidja et le tissu urbain de la capitale. Dans le cadre du projet d'aménagement de l'oued dans sa partie algéroise (18,2 km), plusieurs aménagements réalisés sur les deux rives confèrent aux lieux la caractéristique d'une zone humide par excellence. En parallèle, un effort considérable est

fourni par les autorités pour la dépollution totale et définitive du bassin versant de l'oued qui passe par l'interception des rejets urbains vers les Une station d'épuration des eaux usées (STEP) et l'incitation des unités industrielles polluantes à procéder à un pré-traitement avant leur raccordement aux réseaux publics. Ces efforts contribuent à la restauration du milieu récepteur et à la régénération de la faune et la flore spécifique qui se traduit déjà par l'installation de plusieurs espèces sur les rives.